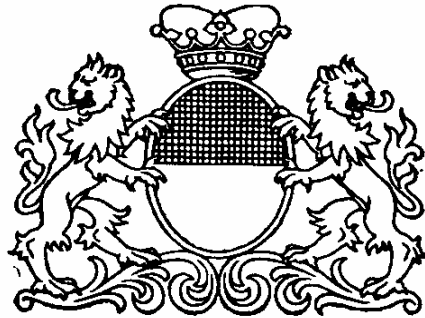


TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU CANTON DE FRIBOURG

VERWALTUNGSGERICHT DES KANTONS FREIBURG



R A P P O R T

**sur l'activité du Tribunal administratif et
sur l'état général de la juridiction administrative
pour l'année 2007**

B E R I C H T

**über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und
über den Stand der Verwaltungsjustiz
im Jahr 2007**

AU GRAND CONSEIL DU CANTON DE FRIBOURG

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux articles 65 de la Constitution cantonale et 4 de la loi d'organisation du Tribunal administratif du 24 avril 1990 en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'activité du Tribunal administratif et sur l'état général de la juridiction administrative dans le canton pour l'année 2007.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'expression de notre haute considération.

Givisiez, le 9 avril 2008

La Greffière-cheffe:

Marjorie Jaquet a Marca

Le Président:

Hugo Casanova

Le rapport d'activité est également publié sur le site Internet du Tribunal administratif :
www.fr.ch/tad.

AN DEN GROSSEN RAT DES KANTONS FREIBURG

*Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte*

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Artikel 65 der Kantonsverfassung und Artikel 4 des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichts vom 24. April 1990, in Kraft bis zum 31. Dezember 2007, den Bericht über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und über den Stand der Verwaltungsjustiz im Kanton im Jahr 2007 zu unterbreiten.

Wir versichern Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, unserer vorzüglichen Hochachtung.

Givisiez, den 9. April 2008

Die Chefgerichtsschreiberin:

Marjorie Jaquet a Marca

Der Präsident:

Hugo Casanova

*Der Tätigkeitsbericht ist auch auf der Internet-Site des Verwaltungsgerichts veröffentlicht:
www.fr.ch/tad/de.*

PARTIE GÉNÉRALE

ALLGEMEINER TEIL

I. PERSONNEL

A. Juges

Dans le rapport d'activité 2002, il avait été annoncé que les président(e)s des Cours administratives générales occuperaient cette fonction pendant deux ans. Depuis le 1^{er} janvier 2006, la I^{ère} Cour administrative est présidée par le juge Christian Pfammatter, la II^e Cour par le juge Josef Hayoz et la III^e Cour par la juge Gabrielle Multone.

Aucun changement n'est apparu dans les activités accessoires des juges. Hugo Casanova a maintenu ses activités scientifiques (cf. ci-après partie III ACTIVITE SCIENTIFIQUE). Josef Hayoz est président suppléant de la Commission fédérale d'estimation, 6^{ème} arrondissement. Gabrielle Multone est membre de la Commission du barreau. Christian Pfammatter est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Enfin, Michel Wuilleret est juge suppléant au Tribunal fédéral (1^{ère} et 2^{ème} Cour de droit public), président de l'Instance d'appel de l'Union européenne des associations de football (UEFA) et président du Tribunal sportif de l'Association Suisse de football (ASF).

Jacques Bonfils, juge suppléant auprès du Tribunal administratif, a pour sa part été réélu en cette qualité par le Grand Conseil pour une nouvelle période de 5 ans à partir du 14 mars 2007.

Dans sa séance du 13 décembre 2007, le Grand Conseil a, par ailleurs, réélu à partir du 1^{er} janvier 2008 Gabrielle Multone, en qualité de juge auprès du Tribunal cantonal unifié.

B. Greffe

Le greffe a connu en 2007 plusieurs engagements liés au départ de plusieurs greffiers-rapporteurs.

M. Bernhard Schaaf a été engagé dès le 1^{er} janvier pour remplacer Me Johannes Frölicher, greffier-rapporteur alémanique à mi-temps auprès de la Cour des assurances sociales, élu en octobre 2005 Juge auprès du Tribunal administratif fédéral. Le 20 avril, M. Schaaf a soutenu sa thèse de doctorat portant sur "Die Entwicklung der wirtschaftlichen Freiheit in der Schweiz während des Französischen Zeitalters (Helvetik

und Mediation 1798-1813) im Vergleich zu Frankreich vor und während der Revolution" et obtenu le prédicat magna cum laude.

Me Arthur Lehmann, a démissionné de son poste de greffier-rapporteur alémanique à 70% auprès de la Cour des assurances sociales, avec effet au 31 mai 2007, suite à sa nomination comme Substitut du Procureur de l'Etat de Fribourg.

Me Christoph Rohrer, assistant auprès de la Chaire de droit du travail et des assurances sociales de l'Université de Fribourg, a pris sa succession dès le 1^{er} juin 2007. Me Rohrer rédige actuellement une thèse de doctorat dont le sujet se trouve à la frontière entre le droit médical et le droit des assurances sociales. Son taux d'activité s'élève à 50%, les 20% restant du taux d'activité de Me Lehmann ayant été attribué à Dr Schaaf.

Le Tribunal administratif a accordé un congé non payé de sept mois à Me Marc Sugnaux, greffier-rapporteur à 60% auprès de la Cour fiscale. Il a en effet été nommé, dès le 1^{er} juin 2007, Président à 50% au Tribunal d'arrondissement de la Broye pour une durée limitée au 31 décembre.

M. Jean-Luc Bettin a été engagé pour une durée de sept mois afin d'assurer son remplacement.

Me Maude Favarger et Dr Bernhard Schaaf ont augmenté temporairement leurs taux d'activité afin d'assurer le remplacement de Me Sandrine Boillat, greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales, en congé d'adoption, et de Mme Marjorie Jaquet a Marca, greffière-cheffe, en congé maternité.

Le remplacement de cette dernière dans ses tâches de greffière-cheffe a été assuré par Me Anne-Sophie Peyraud, greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales et greffière-cheffe remplaçante.

Me Boillat a, par ailleurs, à son retour de congé souhaité diminuer son taux d'activité à 60%. Me Favarger a alors augmenté le sien à 100%.

Sans compter la greffière-cheffe, les greffiers-rapporteurs et la greffière-adjointe totalisent sept unités de poste, réparties entre neuf personnes.

Dans le cadre de leur formation d'avocat/e, Nathanaëlle Petrig, Fabien Jotterand, Regula Kurzbein, Alexandre Gazzola et Sophie Roud ont accompli un stage de greffier/ère.

C. Secrétariat

En remplacement de Mme Rolande Dénervaud Stuby, Mme Marguerite Guisolan a débuté son activité auprès du Tribunal le 5 février comme secrétaire à mi-temps.

Souffrant de problèmes de santé importants, Mme Jacqueline Fafa, cheffe de bureau, a été absente durant la majeure partie de l'année 2007, de facto depuis le 20 novembre 2006. Ses responsabilités de cheffe du personnel ont été assurées par la greffière-cheffe qui a dès lors vu son activité de greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales baisser sensiblement. Quant aux responsabilités de secrétaire-comptable de Mme Fafa, elles ont été reprises par Mme Sylvie Rolle.

Des mesures de remplacement ont en outre pu être mises en place dès le 1^{er} février 2007. Mme Doris Bertschy a augmenté son taux d'activité de 20%, Mme Guisolan de 10% et Mme Rolle de 10% également. Mme Katia Meuwly a par ailleurs été engagée à 50%.

Son état de santé s'étant finalement amélioré, Mme Fafa a pu reprendre son activité en date du 1^{er} novembre 2007. Un terme a pu dès lors être mis aux mesures de remplacement.

Mme Daisy Gobet, secrétaire à 60%, a souhaité mettre un terme à son activité professionnelle pour la fin du mois de novembre en prenant une retraite anticipée. C'est ainsi avec regret que le Tribunal a vu partir une collaboratrice émérite qui, depuis les débuts d'activités du Tribunal, a mis ses immenses compétences à son service.

Son remplacement a été repourvu par voie interne: Mme Bertschy a augmenté son taux d'activité de 20%, Mme Guisolan de 10% et Mme Rolle de 10% également. Mme Meuwly a ainsi pu être engagée par un contrat de durée indéterminée à 20%.

Aux secrétaires sont attribuées 3 unités de poste, réparties entre 5 personnes. S'y ajoute la cheffe de bureau et les deux apprenants.

II. ACTIVITE JURIDICTIONNELLE

A. Remarques générales

A une quarantaine de dossiers près, le nombre des *nouvelles affaires enregistrées* en 2007 auprès du Tribunal administratif (1377 unités dont 131 assistances judiciaires et 53 mesures provisionnelles - cf. ci-après pt. G Statistiques) a été le même que celui de l'année précédente (1148 unités). La charge de travail est par conséquent restée globalement identique. La III^e Cour et la Cour fiscale ont connu une légère baisse de leurs affaires. Le contentieux de l'assurance-invalidité continue par contre à augmenter.

L'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2007 de la nouvelle teneur de l'art. 128 du Code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA; RSF 150.1) permettant la perception d'avances de frais ne semble dès lors pas avoir eu d'effets sur le nombre de recours interjetés auprès du Tribunal administratif. Il est toutefois nécessaire de préciser que les décisions présidentielles prises en cas d'irrecevabilité manifeste ont augmenté de plus du double par rapport à l'année 2006 (53 en 2006 et 127 en 2007).

Au niveau de la répartition des causes, la Cour des assurances sociales comptabilise 898 dossiers, ce qui représente le 42% des affaires enregistrées en 2007 (dossiers pendants et nouvelles affaires confondus). La Cour fiscale totalise le 17% des enregistrements, la III^e Cour administrative le 14% et la I^{ère} Cour administrative (y compris les mesures de contraintes) le 17%. Le solde de 10% revient à la II^e Cour administrative.

Il est à relever que le *nombre d'affaires liquidées* par l'ensemble du Tribunal a très légèrement diminué (-5%) par rapport à 2006 (1108 dossiers contre 1163). Cette diminution doit toutefois être mise notamment en relation avec la liquidation du contentieux d'assurance-maladie (413 décisions présidentielles en 2006 pour 276 en 2007). Le nombre d'affaires liquidées n'a pas été supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une augmentation des affaires pendantes au 31 décembre 2007 de 270.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours du Tribunal ressortent de la partie statistique du présent rapport.

B. I^{ère} Cour administrative

L'activité de la I^{ère} Cour administrative pour l'année 2007 n'amène pas de remarques particulières.

C. II^e Cour administrative

L'activité de la II^e Cour administrative pour l'année 2007 n'amène pas de remarques particulières.

D. III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2007 n'amène pas de remarques particulières.

E. Cour fiscale

Deux jugements particulièrement importants du Tribunal fédéral ont porté sur le travail de la Cour fiscale.

Après que l'une des affaires évoquées dans le dernier rapport annuel a été portée devant lui par l'Administration fédérale des contributions, le Tribunal fédéral a eu l'occasion de traiter en profondeur, dans un jugement du 4 septembre 2007 (ATF 133 II 305), la question des déductions et barèmes pour contribuables séparés ou divorcés avec enfants à charge et d'exposer de manière détaillée les principes applicables selon le droit en vigueur. Avec l'admission du recours, il est parvenu à une solution plus restrictive que celle de la Cour fiscale fribourgeoise pour l'état de fait en cause, mais il a toutefois également reconnu que cela pouvait paraître choquant.

Dans un autre cas, il importait de savoir si le prélèvement d'un impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole violait la force dérogatoire du droit fédéral. La Cour fiscale fribourgeoise, au contraire du Tribunal administratif du canton des Grisons, avait répondu à cette question par la négative (voir RFJ 2007 p. 125), ce que le Tribunal fédéral a confirmé dans son jugement du 14 mai 2007 (2P.229/2006,

publié sur www.bger.ch et traduit en français in RDAF 2007 II p. 497 ss).

F. Cour des assurances sociales

Comme indiqué dans le rapport annuel de 2006, la Cour des assurances sociales assiste à une importante recrudescence du contentieux d'assurance-invalidité (+25%). Or, les dossiers dans cette branche sont en général des affaires conséquentes et sont en outre régulièrement accompagnés d'une requête d'assistance judiciaire, requête qui, depuis début 2007, donne systématiquement lieu à une décision incidente d'entrée de cause nécessitant notamment un premier examen du dossier.

S'agissant de la diminution des dossiers liquidés, il y a lieu de relever la masse de travail supplémentaire découlant directement de l'augmentation des affaires d'assurance-invalidité et de la complexité de la matière, contentieux qui ne permet au demeurant en principe pas une liquidation par décision présidentielle comme cela a pu être le cas, en 2006, pour un certain nombre de recours en assurance-maladie portant sur des questions ciblées (cf. pt. 6.3 de la partie Statistiques). Enfin, les congés maternité et d'adoption de deux greffières-rapporteuses (cf. pt. I B) ainsi que la cession temporaire d'un poste de greffier-rapporteur aux Cours générales ne sont pas restés non plus sans influence sur le nombre des affaires tranchées par la Cour des assurances sociales au cours de l'année 2007.

G. Statistiques

En ce qui concerne le nombre d'affaires liquidées et le mode de liquidation, nous vous prions de vous référer à la partie statistique du présent rapport.

Cependant et comme annoncé dans le rapport annuel de 2006, le Tribunal administratif a décidé de se conformer dès le 1^{er} janvier 2007 aux exigences découlant du projet d'harmonisation des statistiques du Pouvoir judiciaire. Les dossiers traitant des requêtes d'assistance judiciaire, de mesures provisionnelles ou d'effet suspensif ressortent dès lors clairement de la présente étude.

III. ACTIVITE SCIENTIFIQUE

Le 20 avril 2007, Christian Pfammatter a donné, à l'occasion d'un séminaire de formation continue de l'Association suisse du droit public de l'organisation, une conférence sur la responsabilité des communes.

Josef Hayoz a pour sa part publié un article dans la RFJ "Pflicht zur Zahlung eines Vorschusses an die Gerichtskosten - Bemerkungen zum neuen Art. 128 Abs. 2 VRG" (RFJ 2007/1 p. 1ss). Il y soulève quelques aspects de cette nouvelle réglementation.

Hugo Casanova a continué de rapporter pour les "Archives de droit fiscal suisse" les développements jurisprudentiels fédéraux portant sur les contributions cantonales. Son analyse annuelle a paru au volume 76 de cette revue (juillet/août 2007, p. 73 ss) sous le titre: "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2005 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)". Il a en outre contribué, avec plus de vingt auteurs d'horizons différents, à la publication du premier Commentaire romand de la loi sur l'impôt fédéral direct.

Christoph Rohrer a publié deux articles: "Récents développements de la coordination des régimes nationaux de sécurité sociale" cosigné avec Bettina Kahil-Wolff et Carole Sonnenberg (in Schweizerisches Jahrbuch für Europarecht - Annuaire suisse de droit européen 2006/2007, Berne 2007, 131 ss) et "Der Umfang des Versicherungsschutzes der schweizerischen obligatorischen Krankenversicherung bei vorübergehendem Aufenthalt im EU-Ausland" (in SZS/RSAS 51/2007, 498 ss).

Berhard Schaaf a publié l'article portant sur le droit commercial dans le Dictionnaire historique de la Suisse (DHS, vol. 4, p. 138s, également accessible par <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F9612.php>.

IV. DIVERS

Le Tribunal administratif s'est réuni en séance plénière à plusieurs reprises pour répondre à des consultations relatives à des projets de lois, pour traiter des questions de personnel et diverses autres affaires.

Le 20 décembre, le Tribunal cantonal et le Tribunal administratif se sont réunis en plénum commun dans les locaux du Tribunal administratif. Le règlement provisoire du Tribunal cantonal unifié a notamment été adopté lors de cette séance.

Formation continue

Les juges et les collaboratrices et collaborateurs du Tribunal administratif ont suivi différents séminaires et cours.

Informatique

En date du 31 octobre 2007, le portail du pouvoir judiciaire, fruit d'une collaboration entre le Tribunal administratif et le Tribunal cantonal, a été mis en en ligne. Le site comprend une partie descriptive (des organes de la justice, de leurs compétences, des fonctions judiciaires, de la surveillance et de l'administration ainsi que de la médiation), une partie juridique (jurisprudence, règlements et directives ainsi que lois topiques) et une partie pratique (formules de demandes en ligne, adresse de la permanence juridique, indication des places vacantes).

Le site est accessible en français à l'adresse suivante: <http://admin.fr.ch/pj/fr/pub/index.cfm> et en allemand <http://admin.fr.ch/pj/de/pub/index.cfm>. Il est également accessible via les adresses suivantes: en français <http://admin.fr.ch/pj> et en allemand <http://admin.fr.ch/rb>.

La présence du Tribunal administratif sur le réseau Internet avec un site bilingue (www.fr.ch/tad) lui permet de mettre très rapidement à la disposition du public des décisions revêtant un intérêt public prépondérant ainsi que des communiqués relatifs à son activité et d'assurer l'information des médias. Les arrêts publiés sont disponibles sous les formats "word" et "pdf".

Un site commun au Tribunal administratif et au Tribunal cantonal, soit un site du Tribunal cantonal unifié, est actuellement en cours d'élaboration.

Tribuna

L'harmonisation, au sein du Pouvoir judiciaire fribourgeois, du logiciel "Tribuna" a débuté il y a plus de trois ans et poursuit des buts tels que l'efficacité et l'économie des outils informatiques disponibles.

Le projet d'harmonisation générale a été décomposé en 3 sous-projets: le 1^{er} portait sur les codes (il a été achevé en 2005), le second sur les documents-type et le 3^{ème} sur l'application du programme dans tout le canton.

Le deuxième sous-projet, commencé en 2006, s'est finalisé durant l'année 2007. Les objectifs poursuivis étaient:

1. l'élaboration de documents-types harmonisés (uniformité formelle et matérielle) pour le Tribunal cantonal et les tribunaux d'arrondissement;
2. l'utilisation desdits documents par tous les utilisateurs et ainsi l'utilisation de la fusion par Tribuna et la suppression des modèles individuels;
3. l'émission de documents uniformes par les autorités concernées.

Le Tribunal cantonal s'est proposé de jouer le rôle du tribunal pilote pour les nouveaux documents-type. Compte tenu de la fusion prévue des deux instances, le Tribunal administratif a été entièrement associé au groupe de travail en charge du projet.

Grâce au travail d'un grand nombre de personnes, ce projet a pu être mené à bien dans les délais fixés.

I. PERSONELLES

A. Richterinnen und Richter

Im Tätigkeitsbericht des Jahres 2002 wurde angekündigt, dass die Präsidenten und Präsidentinnen der allgemeinen Gerichtshöfe inskünftig ihr Amt während zwei Jahren bekleiden. Seit dem 1. Januar 2006 werden der I. Gerichtshof von Christian Pfammatter, der II. Hof von Josef Hayoz und der III. Hof von Gabrielle Multone präsiert.

Keine Änderungen ergaben sich in Bezug auf die nebenberuflichen Tätigkeiten: Hugo Casanova hat seine wissenschaftlichen Tätigkeiten aufrechterhalten (vgl. nachfolgend Teil III. WISSENSCHAFTLICHE TÄTIGKEITEN). Joseph Hayoz ist stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6. Gabrielle Multone ist Mitglied der Anwaltskommission. Christian Pfammatter ist Ersatzmitglied der Prüfungskommission für die Anwaltskandidaten. Schliesslich ist Michel Wuilleret Ersatzrichter am Bundesgericht (1. und 2. öffentlich-rechtliche Abteilung), Präsident der Berufungsinstanz des Europäischen Fussballverbandes (UEFA) und Präsident des Sportgerichts des Schweizerischen Fussballverbandes (SFV).

Der Grosse Rat hat Jacques Bonfils für eine erneute Periode von fünf Jahren (ab 14. März 2007) als Ersatzrichter des Steuergerichtshofes wiedergewählt.

Der Grosse Rat hat in seiner Sitzung vom 13. Dezember 2007 Gabrielle Multone als Richterin des vereinigten Kantonsgerichts (ab 1. Januar 2008) wiedergewählt.

B. Gerichtsschreiberei

Die Gerichtsschreiberei hat im Berichtsjahr 2007 mehrere Anstellungen im Zusammenhang mit den Rücktritten mehrerer Gerichtsschreiber-Berichterstatter gekannt.

Bernhard Schaaf wurde auf den 1. Januar 2007 als Nachfolger von RA Johannes Fröhlicher, Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Sozialversicherungsgerichtshof (50%), der am 5. Oktober 2005 als Richter beim Eidgenössischen Verwaltungsgericht gewählt wurde,

angestellt. Am 20. April hatte er die Thesenverteidigung zu seiner Dissertation "Die Entwicklung der wirtschaftlichen Freiheit in der Schweiz während des Französischen Zeitalters (Helvetik und Mediation 1798-1813), im Vergleich zu Frankreich vor und während der Revolution" und erhielt das Prädikat magna cum laude.

RA Arthur Lehmann, Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Sozialversicherungsgerichtshof (70%) ist auf den 31. Mai 2007 zurückgetreten, nachdem er zum Substitut der Generalstaatsanwältin des Staates Freiburg ernannt worden war.

Als sein Nachfolger wurde auf den 1. Juni 2007 RA Christoph Rohrer, Assistent am Lehrstuhl für Arbeits- und Sozialversicherungsrecht der Universität Freiburg, angestellt. Er verfasst im Moment eine Dissertation über ein Thema, welches sich im Grenzbereich zwischen dem Medizinal- und dem Sozialversicherungsrecht einordnen lässt. Sein Beschäftigungsgrad beträgt 50%. Die restlichen 20% des Beschäftigungsgrads von RA Lehmann wurden Dr. iur. Schaaf zugeteilt.

Das Verwaltungsgericht hat RA Marc Sugnaux, Gerichtsschreiber-Berichterstatter am Steuergerichtshof (60%) einen unbezahlten Urlaub von sieben Monaten gewährt. Er wurde auf den 1. Juni 2007 zum Gerichtspräsidenten des Gerichts des Broyebezirks (50%) gewählt, befristet bis zum 31. Dezember 2007.

Jean-Luc Bettin wurde für die Dauer von sieben Monaten als sein Ersatz angestellt.

Sowohl RA Maude Favarger, als auch Dr. iur. Bernhard Schaaf haben zwischenzeitlich ihren Beschäftigungsgrad erhöht, um den Ersatz von RA Sandrine Boillat, Gerichtsschreiber-Berichterstatterin am Sozialversicherungsgerichtshof, im Adoptionsurlaub, sowie von Marjorie Jaquet a Marca, Chef-Gerichtsschreiberin, im Mutterschaftsurlaub, sicherzustellen.

Den Ersatz von Letzterer in ihren Aufgaben als Chef-Gerichtsschreiberin hat RA Anne-Sophie Peyraud, Gerichtsschreiber-Berichterstatterin am Sozialversicherungsgerichtshof sowie stellvertretende Chef-Gerichtsschreiberin, wahrgenommen.

RA Boillat wünschte nach ihrer Rückkehr aus dem Urlaub ihren Beschäftigungsgrad auf 60% zu reduzieren. RA Favarger hat deshalb ihren auf 100% erhöht.

Die Gerichtsschreiber-Berichterstatter sowie die Gerichtsschreiber-Adjunktin (ohne Chef-Gerichtsschreiberin) kommen auf insgesamt sieben Stelleneinheiten, aufgeteilt auf neun Personen.

Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Rechtsanwältin und zum Rechtsanwalt haben Nathanaëlle Petrig, Fabien Jotterand, Regula Kurzbein, Alexandre Gazzola sowie Sophie Roud ein Gerichtspraktikum absolviert.

C. Sekretariat

Als Nachfolgerin für Frau Rolande Dénervaud Stuby, ist seit 5. Februar 2007 Frau Marguerite Guisolan als Sekretärin (50%) angestellt.

Infolge von ernsthaften gesundheitlichen Problemen war Frau Jacqueline Fafa, Bürochefin, während des grössten Teils des Jahres 2007, de facto seit dem 20. November 2006, abwesend. Ihre Aufgaben als Personalchefin wurden von der Chef-Gerichtsschreiberin übernommen, welche deshalb ihre Tätigkeit als Gerichtsschreiber-Berichterstatterin am Sozialversicherungsgerichtshof deutlich reduzieren musste. Die Sekretär- und Buchhaltungs-Aufgaben von Frau Fafa wurden von Frau Sylvie Rolle übernommen.

Deshalb wurden ab dem 1. Februar 2007 Ersatzmassnahmen vorgenommen. Frau Doris Bertschy hat ihren Beschäftigungsgrad um 20% erhöht. Ebenso Frau Guisolan um 10% sowie Frau Rolle um 10%. Frau Katia Meuwly wurde überdies zu 50% angestellt.

Nachdem sich ihr Gesundheitszustand schliesslich verbessert hatte, konnte Frau Fafa ihre Tätigkeiten ab dem 1. November 2007 wieder aufnehmen, weshalb ein Endtermin für die Ersatzmassnahmen gesetzt werden konnte.

Frau Daisy Gobet, Sekretärin (60%), wünschte ihre Anstellung auf Ende November zu beenden, hinsichtlich eines vorzeitigen Ruhestandes. Mit grossem Bedauern wurde vom Gericht der Weggang ihrer langjährigen Mitarbeiterin gesehen, die seit den Anfängen ihr immenses Wissen dem Gericht zukommen liess.

Ihre Nachfolge wurde intern geregelt: Frau Bertschy hat ihren Beschäftigungsgrad um 20%, Frau Guisolan um 10% sowie Frau Rolle ebenfalls um 10% erhöht. Frau Meuwly konnte damit auf unbestimmte Zeit angestellt werden (20%).

Das Sekretariat (ohne Bürochefin und Lehrlinge) kommt auf insgesamt 3 Stelleneinheiten, aufgeteilt auf 5 Personen.

II. GERICHTSTÄTIGKEIT

A. Allgemeine Bemerkungen

Die Anzahl der neuen, beim Verwaltungsgericht im Jahr 2007 eingetragenen Angelegenheiten (1377 Einträge, davon 131 Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege sowie 53 provisorische Massnahmen, vgl. nachfolgend G. Statistiken) ist im Vergleich zum Vorjahr (1148 Einträge) fast gleich geblieben (Zunahme von 45 Angelegenheiten). Die Arbeitslast ist somit insgesamt ziemlich identisch geblieben. Der III. Verwaltungsgerichtshof und der Steuergerichtshof haben kleine Rückgänge zu verzeichnen. Demgegenüber nahmen die Streitigkeiten auf dem Gebiet der Invalidenversicherung weiter zu.

Die auf den 1. Januar 2007 in Kraft getretene neue Fassung von Art. 128 des kantonalen Gesetzes vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG; SGF 150.1), welcher die Erhebung eines Kostenvorschusses erlaubt, scheint keinen Effekt auf die Zahl der beim Verwaltungsgericht eingereichten Beschwerden gehabt zu haben. Es ist aber zu präzisieren, dass sich die Zahl der wegen offensichtlicher Unzulässigkeit durch Präsidialentscheid erledigten Angelegenheiten im Vergleich zu 2006 verdoppelt hat (127 zu 53).

Der Sozialversicherungsgerichtshof kommt im Berichtsjahr auf insgesamt 898 Angelegenheiten (Neueinträge sowie hängige Angelegenheiten), was 42% der Gesamtlast des Verwaltungsgerichts entspricht. Der Steuergerichtshof kommt auf insgesamt 17% sämtlicher Einträge, der III. Verwaltungsgerichtshof auf 14% und der I. Verwaltungsgerichtshof (inklusive Zwangsmassnahmen im Bereich des Ausländerrechts) auf 17%. Die restlichen Einträge (10%) fallen auf den II. Verwaltungsgerichtshof.

Die Anzahl der Erledigungen durch das gesamte Verwaltungsgericht (1108 Dossiers) hat im Vergleich zum Vorjahr (1163 Dossiers) leicht abgenommen (-5%). Diese Abnahme ist insbesondere durch die Erledigung von Angelegenheiten im Bereich der Krankenversicherung zu erklären (413 Präsidialentscheide im Jahr 2006 im Vergleich zu 276

im Jahr 2007). Die Erledigungen haben die Neueinträge nicht übertroffen, weshalb die Anzahl der hängigen Angelegenheiten per 31. Dezember 2007 um 270 zunahm.

Weitere detaillierte Angaben über die Tätigkeit der einzelnen Höfe des Gerichts sind im statistischen Teil dieses Berichts festgehalten.

B. I. Verwaltungsgerichtshof

Die Aktivität des I. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

C. II. Verwaltungsgerichtshof

Die Aktivität des II. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

D. III. Verwaltungsgerichtshof

Die Aktivität des III. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

E. Steuergerichtshof

Im Zusammenhang mit der Arbeit des Steuergerichtshofes ist vor allem auf zwei besonders wichtige Bundesgerichtsurteile hinzuweisen:

Nachdem eine der im letzten Jahresbericht (S. 19 f.) erwähnten Angelegenheiten von der Eidgenössischen Steuerverwaltung weitergezogen worden war, hatte das Bundesgericht Gelegenheit, sich in einem Urteil vom 4. September 2007 (BGE 133 II 305) eingehend mit den Fragen der Abzüge und Sondertarife für getrennte oder geschiedene Steuerpflichtige mit Kindern zu befassen und die nach geltendem Recht anwendbaren Grundsätze ausführlich darzulegen. In Gutheissung der Beschwerde gelangte es für den zur Diskussion stehenden besonderen Sachverhalt zu einer restriktiveren Lösung als der freiburgische Steuergerichtshof, wobei es allerdings auch einräumte, dass diese als stossend erscheinen könne.

In einem andern Fall ging es darum, ob die Erhebung einer kantonalen Ausgleichsabgabe für die Verminderung von Kulturland gegen den

Grundsatz der derogatorischen Kraft des Bundesrechts verstosse. Diese Frage wurde vom freiburgischen Steuergerichtshof - im Gegensatz zum Verwaltungsgericht des Kantons Graubünden - verneint (vgl. FZR 2007, S. 125), was das Bundesgericht in seinem Urteil vom 14. Mai 2007 (2P.229/2006, veröffentlicht unter www.bger.ch) bestätigt hat.

F. Sozialversicherungsgerichtshof

Wie bereits im Berichtsjahr 2006, nahmen die Angelegenheiten im Bereich der Invalidenversicherung weiter stark zu (+25%). Diese Dossiers sind nicht nur meist umfangreich, sondern beinhalten oftmals auch ein Gesuch um unentgeltliche Rechtspflege. Diese Gesuche werden seit Beginn des Jahres 2007 mit einem Zwischenentscheid erledigt, was bereits in diesem Stadium eine erste Durchsicht des Dossiers nötig macht.

Diese Zunahme im Bereich der Invalidenversicherung und der damit verbundenen massiven Zunahme der Arbeitsbelastung erklärt auch die Abnahme der erledigten Angelegenheiten. Zudem handelt es sich bei der Invalidenversicherung um eine komplexe Materie, weshalb es nur selten möglich ist ein Dossier mit einem Präsidialentscheid zu erledigen, wie dies im Jahr 2006 im Bereich der Krankenversicherung für gezielte Fragestellungen möglich gewesen war (vgl. Ziff. 6.3 des statistischen Teils). Auch haben der Adoptions- und der Mutterschaftsurlaub von zwei Gerichtsschreiber-Berichterstatterinnen (vgl. Ziff. I B) sowie die vorübergehende Abgabe einer Gerichtsschreiber-Berichterstatterin an die allgemeinen Verwaltungsgerichtshöfe Auswirkungen auf die Zahl der durch den Sozialversicherungsgerichtshof im Jahr 2007 erledigten Angelegenheiten gehabt.

G. Statistiken

Aufschluss über Art und Anzahl der beurteilten Fälle gibt der statistische Teil dieses Berichts, auf den verwiesen wird.

Wie bereits im Jahresbericht 2006 angekündigt, hat das Verwaltungsgericht beschlossen, seine Statistiken per 1. Januar 2007 den Anforderungen des Projekts zur Vereinheitlichung der Statistiken der Gerichtsbehörden anzupassen. Deshalb werden nun Angelegenheiten betreffend Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege, betreffend provisorische Massnahmen sowie betreffend Gesuche um

Wiederherstellung der aufschiebenden Wirkung ebenfalls klar ausgewiesen.

III. WISSENSCHAFTLICHE TÄTIGKEITEN

Christian Pfammatter hat im Rahmen eines Weiterbildungsseminars der Schweizerischen Vereinigung für Verwaltungsorganisationsrecht vom 20. April 2007 einen Vortrag über die Haftung der Gemeinden gehalten.

Josef Hayoz seinerseits hat in der FZR einen Artikel betreffend die "Pflicht zur Zahlung eines Vorschusses an die Gerichtskosten - Bemerkungen zum neuen Art. 128 Abs. 2 VRG" (FZR 2007/1 S. 1 ff.) publiziert. Er hebt darin einige Aspekte dieser neuen Bestimmung hervor.

Hugo Casanova hat wiederum einige Urteile des Bundesgerichts zusammengefasst und gewürdigt. Der entsprechende Beitrag erschien unter dem Titel "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2005 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)" im Band 76 (Juli/August 2007), S. 73 ff. der Zeitschrift "Archiv für schweizerisches Abgaberecht". Im Übrigen hat er mit über zwanzig Autoren aus den Bereichen Steuerrechtswissenschaft, Steuerverwaltung, Steuerberatung und Steuerjustiz an der Veröffentlichung des ersten französischsprachigen Kommentars zum Gesetz über die direkte Bundessteuer (Commentaire romand LIFD) mitgewirkt.

Christoph Rohrer hat zwei Artikel veröffentlicht: "Récents développements de la coordination des régimes nationaux de sécurité sociale" zusammen mit Bettina Kahil-Wolff und Carole Sonnenberg (in: Schweizerisches Jahrbuch für Europarecht - Annuaire suisse de droit européen 2006/2007, Bern 2007, S. 131 ff.) sowie "Der Umfang des Versicherungsschutzes der schweizerischen obligatorischen Krankenversicherung bei vorübergehendem Aufenthalt im EU-Ausland" (in SZS/RSAS 51/2007, S. 498 ff.).

Bernhard Schaaf hat im Historischen Lexikon der Schweiz (HLS, Bd. 6, S. 90 auch abrufbar unter www.hls.ch) den Artikel über Handelsrecht veröffentlicht.

IV. WEITERES

Das Verwaltungsgericht ist zu mehreren Sitzungen des Gesamtgerichts zusammengetreten, anlässlich welcher Vernehmlassungen zu Gesetzesentwürfen behandelt sowie Personalgeschäfte und andere allgemeine Angelegenheiten erledigt wurden.

Am 20. Dezember 2007 haben sich das Kantonsgerichts sowie das Verwaltungsgerichts erstmals im gemeinsamen Plenum in den Räumlichkeiten des Verwaltungsgerichts versammelt. Dabei wurde namentlich das provisorische Reglement für das vereinigte Kantonsgericht verabschiedet.

Weiterbildung

Die Richter und die Mitarbeiter/innen des Verwaltungsgerichts haben verschiedene Seminare und Kurse besucht.

Informatik

Am 31. Oktober 2007 wurde das Internetportal der Gerichtsbehörden des Kantons Freiburg aufgeschaltet, welches vom Verwaltungsgericht in Zusammenarbeit mit dem Kantonsgericht erarbeitet wurde. Die Seite beinhaltet einen deskriptiven Teil (Gerichtsbehörden, ihre Kompetenzen, Funktionen am Gericht, Aufsicht und Verwaltung sowie die Mediation), einen juristischen Teil (Rechtsprechung, Reglemente und Direktiven sowie die relevanten Gesetze) sowie einen praxisnahen Teil (Online-Formulare, Adresse der Permanence juridique, Stellenangebote).

Die Seite ist abrufbar auf deutsch unter <http://admin.fr.ch/pj/de/pub/index.cfm> und auf französisch unter <http://admin.fr.ch/pj/fr/pub/index.cfm>. Sie ist auch erreichbar unter folgenden Adressen: auf deutsch <http://admin.fr.ch/rb> und auf französisch <http://admin.fr.ch/pj>.

Dank einer zweisprachigen Internet-Site (www.fr.ch/tad/de) kann das Verwaltungsgericht sehr schnell die Öffentlichkeit über Entscheide informieren, die ein besonderes öffentliches Interesse aufweisen, und Pressemitteilungen über die eigene Tätigkeit veröffentlichen. Die Information der Medien ist somit gewährleistet. Die publizierten Entscheide sind unter dem Format "word" und "pdf" abrufbar.

Eine gemeinsame Internet-Seite für das Verwaltungs- und das Kantonsgericht, also für das vereinigte Kantonsgericht, ist momentan in Erarbeitung.

Tribuna

Um die Harmonisierung innerhalb der freiburgischen Gerichtsbehörden zu erreichen, wurde vor mehr als drei Jahren das Programm "Tribuna" eingeführt mit unter anderen den Zielen, die Effizienz sowie die Wirtschaftlichkeit der verfügbaren Informatikmittel zu erhöhen.

Das Harmonisierungs-Projekt wurde in drei Teilprojekte aufgliedert: das erste beinhaltet die Tribuna-Codes (2005 beendet), das zweite die Dokumentvorlagen und das dritte die Anwendung des Programms im gesamten Kanton.

Das zweite, 2006 begonnene, Teilprojekt, wurde im Lauf des Jahres 2007 beendet. Die damit verfolgten Ziele waren die Folgenden:

1. Die Ausarbeitung von vereinheitlichten Dokumentvorlagen (formelle und materielle Einheitlichkeit) für das Kantonsgericht sowie die Bezirksgerichte;
2. Die Verwendung dieser Vorlagen durch alle Benutzer und damit auch die Verwendung der Misch-Funktion von Tribuna sowie die Aufhebung der bisherigen individuellen Vorlagen;
3. Die Verwendung von einheitlichen Dokumenten durch die betroffenen Behörden.

Das Kantonsgericht erklärte sich bereit die neu erarbeiteten Dokumentvorlagen in einer Pilot-Phase zu testen. Hinsichtlich der vorgesehenen Fusion der beiden Gerichte, war das Verwaltungsgericht an dieser Arbeitsgruppe beteiligt.

Dank der Arbeit einer Vielzahl von Personen konnte dieses Projekt innerhalb der gesetzten Fristen vollendet werden.

**Composition du Tribunal administratif
et de ses cours pour l'année 2007**

***Zusammensetzung des Verwaltungsgerichts
und seiner Gerichtshöfe im Jahr 2007***

Président/Präsident: Hugo Casanova
Vice-président/Vizepräsident: Josef Hayoz

I^{ère} Cour administrative - I. Verwaltungsgerichtshof

Président/Präsident: Christian Pfammatter
Membres/Mitglieder: Gabrielle Multone, Marianne Jungo,
Josef Hayoz (für deutschsprachige
Angelegenheiten)

II^e Cour administrative - II. Verwaltungsgerichtshof

Président/Präsident: Josef Hayoz
Membres/Mitglieder: Michel Wuilleret, Christian Pfammatter

III^e Cour administrative - III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin: Gabrielle Multone
Membres/Mitglieder: Marianne Jungo, Michel Wuilleret,
Josef Hayoz (für deutschsprachige
Angelegenheiten)

Cour fiscale - Steuergerichtshof

Président/Präsident: Hugo Casanova
Assesseurs/Beisitzer/in: Berthold Buchs, Michael Hank,
Geneviève Jenny, Albert Nussbaumer

Cour des assurances sociales - Sozialversicherungsgerichtshof

Président/Präsident: Armand Bloch
Assesseurs/Beisitzer/in: Bruno Kaufmann, Sandrine Schaller
Walker

PARTIE STATISTIQUE

STATISTISCHER TEIL

A. TRIBUNAL ADMINISTRATIF VERWALTUNGSGERICHT

1. STATISTIQUE GÉNÉRALE / ALLGEMEINE STATISTIK

| | 2007 | 2006 | 2005 |
|--|------|------|------|
| a) affaires enregistrées <i>eingetragene Angelegenheiten</i> | | | |
| - affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 772 | 786 | 792 |
| - affaires introduites <i>eingereichte Angelegenheiten</i> | 1377 | 1148 | 1189 |
| Total | 2149 | 1934 | 1981 |
| b) affaires liquidées <i>erledigte Angelegenheiten</i> | | | |
| - par arrêt de cour <i>durch Gerichtshofsentscheid</i> | 550 | 583 | 727 |
| - par arrêt présidentiel <i>durch Präsidialentscheid</i> | 265 | 155 | 158 |
| - par décision présidentielle <i>durch Präsidialverfügung</i> | 277 | 413 | 295 |
| - par lettre <i>durch Brief</i> | 16 | 12 | 16 |
| Total | 1108 | 1163 | 1196 |
| c) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i> | 1041 | 771 | 785 |

2. I^{ère} COUR ADMINISTRATIVE

I. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

| 2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik | 2007 | 2006 |
|---|-------------|-------------|
| a) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i> | 272 | 255 |
| - pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 87 | 105 |
| - nouvelles affaires / <i>neue Angelegenheiten</i> | 185 | 150 |
| b) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i> | 166 | 168 |
| - par arrêt de cour / <i>durch Gerichtshofsentscheid</i> | 115 | 128 |
| - par arrêt présidentiel / <i>durch Präsidialentscheid</i> | 18 | 10 |
| - par décision présidentielle / <i>durch Präsidialverfügung</i> | 32 | 28 |
| - par lettre / <i>durch Brief</i> | 1 | 2 |
| c) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 106 | 87 |

2.2 Recours au Tribunal fédéral / *Beschwerden an das Bundesgericht*

| | | |
|--|----|----|
| a) pendant au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 13 | 5 |
| b) recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i> | 15 | 34 |
| c) jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i> | 21 | 27 |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | 1 | 1 |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | 17 | 18 |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | 3 | 6 |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | - | 2 |
| d) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 7 | 12 |

2.3 Commentaires / Bemerkungen

Le nombre de causes introduites a augmenté par rapport à l'exercice précédent (+23%). Le nombre de nouvelles affaires s'élève en effet à 185 contre 150 en 2006. Cette augmentation s'explique toutefois essentiellement par le nouveau mode d'enregistrement des affaires d'assistance judiciaires (26) et des mesures provisionnelles (15). Une légère augmentation des dossiers d'établissement et de séjour est toutefois visible (106 dossiers contre 90 en 2006). A deux dossiers près, la liquidation est restée semblable à celle de l'année 2006 (166; 2006: 168). Le nombre d'affaires en attente de jugement à la fin de l'exercice a dès lors augmenté d'une vingtaine de dossiers (106 dossiers contre 87 en 2006).

Ancienneté des affaires: 1 affaire date encore de 1997, 1 de 1999, 1 de 2001, 3 de 2002 et 5 de 2005. Les autres ont été introduites en 2006 ou après.

Les 2 cas les plus anciens - ne formant au demeurant qu'une seule et même affaire (1997/1999) - ont été jugés au début avril 2008. Les affaires de 2001 et 2002 sont également en phase de rapport. Une affaire de 2002 a été liquidée durant le mois de février.

Durée de la procédure: des affaires liquidées en 2007, 47,6% l'ont été dans les 3 mois depuis leur introduction devant le Tribunal, 18,7% entre 3 et 6, 18,1% entre 6 et 12 mois et 6,6% entre une et 2 années. Pour 9% des affaires, la décision a été rendue après plus de 2 ans.

Mode de liquidation: dans le domaine principal de l'établissement et le séjour d'étrangers (56% des décisions rendues par la Cour), seuls deux recourants ont eu entièrement gain de cause. 58 recourants ont succombé et le reste des recours, - soit le 35,5% - a été classé.

Die Anzahl der neu eingereichten Angelegenheiten ist im Vergleich zum Vorjahr angestiegen (+23%). Sie beträgt 185 im Vergleich zu 150 im Jahr 2006. Dieser Anstieg erklärt sich hauptsächlich durch das neue Registrierungsverfahren der Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege (26) und der provisorischen Massnahmen (15). Dennoch ist ein leichter Anstieg bei den Dossiers betreffend Niederlassung und Aufenthalt (106 im Vergleich zu 90 im Jahr 2007) ersichtlich. Auf zwei Dossiers genau, ist die Erledigung auf gleichem Niveau wie 2006 geblieben (166 zu 168). Somit ist die Anzahl der am Ende des Jahres noch hängigen Geschäfte um rund 20 Dossiers angestiegen (106 gegenüber 87 im Jahre 2006).

Hängige Angelegenheiten: 1 Angelegenheit ist seit 1997, 1 seit 1999, 1 seit 2001, 3 seit 2002 und 5 seit 2005 hängig. Die restlichen Angelegenheiten wurden im Jahr 2006 und später eingereicht.

In den 2 ältesten Angelegenheiten - die de facto den gleichen Gegenstand betreffen (1997/1999) - wurde Anfangs April 2008 das Urteil gefällt. Die Angelegenheiten von 2001 und 2002 sind ebenfalls in der Phase der Rapportausarbeitung. Eine Angelegenheit von 2002 wurde im Februar 2008 erledigt.

Verfahrensdauer: Von den im Jahr 2007 erledigten Angelegenheiten wurden 47,6% innert 3 Monaten seit der Einreichung abgeschlossen, 18,7% erforderten zur Erledigung 3 bis 6, 18,1% 6 bis 12 Monate und 6,6% 1 bis 2 Jahre. In 9% der Fälle wurden die Angelegenheiten nach mehr als 2 Jahren erledigt.

Erledigungsart: Im Hauptbereich des Ausländerrechts (56% der vom Hof erledigten Geschäfte) obsiegten nur zwei Beschwerdeführer vollständig. 58 Beschwerdeführer unterlagen; 35,5% der Beschwerden wurden als gegenstandslos abgeschrieben.

2.4 Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete

| Matières Rechtsgebiete | Pendant au 1.1. Hängig per 1.1. | Entrées Neueingänge | Total | Liquidé Erledigt | Pendant au 31.12. Hängig per 31.12. |
|--|------------------------------------|------------------------|------------|---------------------|--|
| Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i> | 31 | 106 | 137 | 93 | 44 |
| Droits politiques <i>Politische Rechte</i> | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 |
| Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i> | 16 | 7 | 23 | 3 | 20 |
| Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i> | 4 | 2 | 6 | 5 | 1 |
| Responsabilité <i>Haftung</i> | 22 | 10 | 32 | 12 | 20 |
| Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i> | 7 | 10 | 17 | 13 | 4 |
| Affaires culturelles <i>Kulturelle Angelegenheiten</i> | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 |
| Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i> | 4 | 0 | 4 | 4 | 0 |
| Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i> | 1 | 2 | 3 | 3 | 0 |
| Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i> | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Réclamation c/ frais - CPJA 148 <i>Einsprache g/ Kosten - VRG 148</i> | 0 | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Révision - CPJA 105 ss <i>Revision - CPJA 105 ff.</i> | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i> | 0 | 15 | 15 | 8 | 7 |
| Assistance judiciaire <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i> | 0 | 26 | 26 | 19 | 7 |
| Total | 87 | 185 | 272 | 166 | 106 |

2.5 Mode de liquidation / Erledigungsart

| Admission Gutheissung | Admission partielle Teilweise Gutheissung | Admission et renvoi Guth. u. Rückweisung | Rejet Abweisung | Irrecevabilité Nichteintreten | Retrait Rückzug | Nouvelle décision Neuer Entscheid | Accord Einigung | Rayé autres motifs Abschr. andere Gründe | Lettre Brief | Total |
|--------------------------|--|---|--------------------|----------------------------------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|---|-----------------|-------|
| 2 | | | 58 | 12 | 8 | 7 | | 5 | 1 | 93 |
| | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 2 | | 1 | | | | | 3 |
| 1 | | | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | 5 |
| | 4 | | 2 | 2 | 2 | | 2 | | | 12 |
| 1 | | | 9 | 1 | | 2 | | | | 13 |
| | | | 1 | | | | | | | 1 |
| 1 | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 4 |
| 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 3 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| 1 | | | 1 | 1 | | | | | | 3 |
| | | | | 1 | | | | | | 1 |
| 2 | | | 2 | 1 | | | | 3 | | 8 |
| 3 | 1 | | 15 | | | | | | | 19 |
| 12 | 7 | | 93 | 21 | 12 | 9 | 3 | 8 | 1 | 166 |

3. II^e COUR ADMINISTRATIVE II. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

| 3.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik | 2007 | 2006 |
|---|-------------|-------------|
| a) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i> | 217 | 198 |
| - pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 95 | 100 |
| - nouvelles affaires / <i>neue Angelegenheiten</i> | 122 | 98 |
| b) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i> | 114 | 103 |
| - par arrêt de cour / <i>durch Gerichtshofsentscheid</i> | 63 | 58 |
| - par arrêt présidentiel / <i>durch Präsidialentscheid</i> | 4 | 6 |
| - par décision présidentielle / <i>durch Präsidialverfügung</i> | 46 | 36 |
| - par lettre / <i>durch Brief</i> | 1 | 3 |
| c) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 103 | 95 |

3.2 Recours au Tribunal fédéral / *Beschwerden an das Bundesgericht*

| | | |
|--|----|----|
| a) pendant au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 14 | 14 |
| b) recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i> | 8 | 7 |
| c) jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i> | 4 | 7 |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | - | - |
| - admission et renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i> | - | - |
| - admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i> | - | - |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | 4 | 7 |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | - | - |
| - transaction / <i>Einigung unter den Parteien</i> | - | - |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | - | - |
| d) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 18 | 14 |

3.3 Commentaires / Bemerkungen

Le nombre de causes introduites a augmenté par rapport à l'exercice précédent (+24,5%). Le nombre de nouvelles affaires s'élève en effet à 122 contre 98 en 2006. Cette augmentation s'explique en partie par le nouveau mode d'enregistrement des affaires portant sur des mesures provisionnelles (17) mais également par une légère hausse des dossiers d'aménagement du territoire et constructions (88; 2006: 75). La liquidation est restée stable. L'augmentation qui ressort du tableau doit en effet être également mise en rapport avec le nouveau mode d'enregistrement. Le nombre d'affaires en attente de jugement à la fin de l'exercice a dès lors augmenté de quelques dossiers (103 dossiers contre 95 en 2006).

Ancienneté des affaires: 1 affaire date encore de 1993 (procédure suspendue en attendant une décision de la DIAF), 1 de 1999, 2 de 2000, 1 de 2002, 2 de 2003 et de 1 de 2004. Les autres ont été enregistrées en 2006 et 2007.

Les affaires de 1993 et de 1999 ont été liquidées en début d'année 2008. Les dossiers datant de 2000 sont à nouveau en phase d'instruction, diverses exceptions de nature procédurale ayant été soulevées jusqu'à ce jour. L'affaire de 2002 est quant à elle suspendue sur demande des parties qui cherchent à trouver un accord extra-judiciaire.

Durée de la procédure: des affaires liquidées en 2007, 23,7% l'ont été dans les 3 mois depuis leur introduction devant le Tribunal, 24,6% entre 3 et 6 mois, 11,4% entre 6 et 12 mois, 16,6% entre une année et 2 ans, et 23,7% dans un délai de plus de 2 ans.

Mode de liquidation: devant cette cour, 16,6% des recourants ont eu totalement gain de cause, 7% partiellement et 5,3% ont obtenu un renvoi. 24,6% ont succombé. Le reste des recours (soit le 46,5%) a été classé.

Die Anzahl der neu eingereichten Angelegenheiten ist im Vergleich zum Vorjahr angestiegen (+24,5%). Sie beträgt 122 im Vergleich zu 98 im Jahr 2006. Dieser Anstieg erklärt sich zum Teil durch das neue Registrierungsverfahren der provisorischen Massnahmen (17), aber auch durch einen leichten Anstieg der Angelegenheiten im Rechtsgebiet der Raumplanung und des Bauwesens (88 zu 75 im Jahr 2006). Die Erledigung ist auf gleichem Niveau geblieben. Die in der Statistik dargestellte Erhöhung ist auch im Zusammenhang mit dem Wechsel des Registrierungsverfahrens zu sehen. Die Anzahl der am Ende des Jahres noch hängigen Geschäfte hat damit leicht zugenommen (103 zu 95 im Jahr 2006).

Hängige Angelegenheiten: 1 Angelegenheit seit 1993 (Verfahren suspendiert; Abwarten eines Entscheides der ILFD), 1 seit 1999, 2 seit

2000, 1 seit 2002, 2 seit 2003 und 1 seit 2004 hängig. Die restlichen Angelegenheiten wurden in den Jahren 2006 und 2007 eingereicht.

Die Angelegenheiten von 1993 und 1999 wurden zu Beginn des Jahres 2008 erledigt. In den Angelegenheiten von 2000 finden aufgrund von prozessualen Einreden erneut Instruktionen statt. Die Angelegenheit von 2002 ihrerseits wurde auf Wunsch der Parteien, die eine aussergerichtliche Einigung anstreben, suspendiert.

Verfahrensdauer: Von den 2007 erledigten Angelegenheiten wurden 23,7% innert 3 Monaten seit der Einreichung abgeschlossen, 24,6% erforderten zur Erledigung 3 bis 6, 11,4% 6 bis 12 Monate, 16,6% zwischen einem und 2 Jahren und 23,7% über 2 Jahre.

Erledigungsart: Vor diesem Hof obsiegten 16,6% der Beschwerdeführer, 7% teilweise, und in 5,3% der Fälle wurde die Sache zurückgewiesen, 24,6% unterlagen und 46,5% der Beschwerden wurden als gegenstandslos abgeschrieben.

3.4 Matières traitées / *Behandelte Rechtsgebiete*

| Matières <i>Rechtsgebiete</i> | Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i> | Entrées <i>Neueingänge</i> | Total | Liquidé <i>Erledigt</i> | Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i> |
|--|---|-------------------------------|------------|----------------------------|---|
| Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i> | 79 | 88 | 167 | 87 | 80 |
| Protection de la nature et du paysage <i>Natur- und Heimatschutz</i> | 0 | 3 | 3 | 0 | 3 |
| Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i> | 4 | 0 | 4 | 2 | 2 |
| Expropriation <i>Enteignung</i> | 4 | 2 | 6 | 3 | 3 |
| Travaux publics, marchés publics <i>Öffentl. Werke und Beschaffungswesen</i> | 4 | 6 | 10 | 7 | 3 |
| Protection incendies et éléments naturels <i>Schutz Feuer- und Elementarschäden</i> | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| Affaires culturelles <i>Kulturangelegenheiten</i> | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 |
| Réclamations c/ frais 148 CPJA <i>Einsprachen g/ Kosten VRG 148</i> | 1 | 2 | 3 | 2 | 1 |
| Divers <i>Verschiedenes</i> | 1 | 3 | 4 | 2 | 2 |
| Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i> | 0 | 17 | 17 | 10 | 7 |
| Assistance judiciaire <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i> | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Total | 95 | 122 | 217 | 114 | 103 |

3.5 Mode de liquidation / Erledigungsart

| Admission Guttheissung | Admission partielle Teilweise Guttheissung | Admission et renvoi Guth. u. Rückweisung | Rejet Abweisung | Irrecevabilité Nichteintreten | Retrait Rückzug | Nouvelle décision Neuer Entscheid | Accord Einigung | Rayé autres motifs Abschr. andere Gründe | Lettre Brief | Total |
|---------------------------|---|---|--------------------|----------------------------------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|---|-----------------|-------|
| 16 | 7 | 5 | 22 | 4 | 15 | | 8 | 9 | 1 | 87 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | 1 | | 1 | | | 2 |
| | | | 1 | | 2 | | | | | 3 |
| | 1 | 1 | 2 | | 2 | 1 | | | | 7 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | 1 | | 1 |
| | | | 1 | | | 1 | | | | 2 |
| | | | | | 1 | | | 1 | | 2 |
| 3 | | | 2 | 2 | 1 | 1 | | 1 | | 10 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| 19 | 8 | 6 | 28 | 6 | 22 | 3 | 9 | 12 | 1 | 114 |

4. III^e COUR ADMINISTRATIVE III. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

4.1 Statistique générale / *Allgemeine Statistik* 2007 2006

| | | |
|---|-----|-----|
| a) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i> | 294 | 318 |
| - pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 86 | 103 |
| - nouvelles affaires / <i>neue Angelegenheiten</i> | 208 | 215 |
| | | |
| b) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i> | 205 | 232 |
| - par arrêt de cour / <i>durch Gerichtshofsentscheid</i> | 89 | 106 |
| - par arrêt présidentiel / <i>durch Präsidialentscheid</i> | 52 | 17 |
| - par décision présidentielle / <i>durch Präsidialverfügung</i> | 60 | 108 |
| - par lettre / <i>durch Brief</i> | 4 | 1 |
| | | |
| c) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 89 | 86 |

4.2 Recours au Tribunal fédéral / *Beschwerden an das Bundesgericht*

| | | |
|--|----|----|
| a) pendant au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 8 | 2 |
| | | |
| b) recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i> | 5 | 15 |
| | | |
| c) jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i> | 11 | 9 |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | 1 | 1 |
| - admission et renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i> | - | - |
| - admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i> | - | - |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | 6 | 7 |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | 3 | - |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | 1 | 1 |
| | | |
| d) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 2 | 8 |

4.3 Commentaires / Bemerkungen

Le nombre d'affaires introduites a diminué en 2007 (208 affaires dont 13 assistances judiciaires et 6 mesures provisionnelles, contre 215 en 2006).

La quantité des affaires liquidées a légèrement diminué (205, 2006: 232). La masse des dossiers pendants à la fin de l'exercice a dès lors augmenté de trois (89 dossiers contre 86 en 2006).

Ancienneté des affaires: 2 de 2003, 3 de 2004 et 4 de 2005. Les autres ont été introduites dès 2006.

L'instruction est toujours en cours pour 1 affaire de 2003. La deuxième affaire de 2003 est suspendue en raison d'une procédure de récusation actuellement pendante auprès du Tribunal fédéral. Les autres affaires devraient être présentées à la Cour dans le courant de l'année 2008

Durée de la procédure: des affaires liquidées en 2006, 59% l'ont été dans les 3 mois depuis leur introduction devant le Tribunal, 21% entre 3 et 6 et 8,3% entre 6 et 12 mois, 8,3% entre une année et 2 ans, et 3,4% dans un délai de plus de 2 ans.

Mode de liquidation: dans le domaine le plus important de la circulation routière, 10 recourants ont eu gain de cause, dont 3 partiellement et 1 avec renvoi. D'un point de vue plus général, 12,2% des recours ont été admis (dont 1,4% partiellement et 1,9% avec renvoi), 30,2% ont succombé, 26,3% ont été déclarés irrecevables, 17,6% des recours se sont liquidés par retrait, 6,4% par classement à la suite d'une nouvelle décision et 4,9% pour d'autres motifs. 1 affaire s'est liquidée suite à un accord et 4 par lettre.

Die Anzahl der neu eingereichten Angelegenheiten ist im Jahr 2007 zurückgegangen (208 Angelegenheiten, davon 13 Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege und 6 provisorische Massnahme gegenüber 215 im Jahr 2006).

Die Anzahl der erledigten Fälle hat leicht abgenommen (205; 2006: 232). So hat die Anzahl der am Ende des Jahres noch hängigen Geschäfte um 3 zugenommen (89 gegenüber 86 im Jahr 2006).

Hängige Angelegenheiten: 2 Angelegenheiten seit 2003, 3 seit 2004 und 4 seit 2005 hängig. Die restlichen Angelegenheiten wurden seit 2006 eingereicht.

Die Instruktion ist immer noch im Gang für 1 Angelegenheit von 2003. Das zweite Dossier von 2003 ist wegen eines am Bundesgerichts hängigen Ausstandsverfahren suspendiert worden. Die übrigen Angelegenheiten sollten im Hof im Verlauf des Jahres 2008 präsentiert werden.

Verfahrensdauer: Von den 2006 erledigten Angelegenheiten wurden 59% innert 3 Monaten seit der Einreichung abgeschlossen, 21% erforderten zur Erledigung 3 bis 6, 8,3% 6 bis 12 Monate und 8,3% zwischen 1 und 2 Jahren und 3,4% über zwei Jahre.

Erledigungsart: Im Hauptbereich des Strassenverkehrsrechts obsiegten 10 Beschwerdeführer, davon 3 teilweise und in 1 Angelegenheit wurde die Sache zurückgewiesen. Allgemein betrachtet wurden 12,2% der Beschwerden gutgeheissen (wovon 1,4% teilweise und 1,9% mit Rückweisung), 30,2% der Beschwerdeführer unterlagen, auf 26,3% wurde nicht eingetreten, 17,6 % der Beschwerden wurden durch Rückzug erledigt, 6,4% wurden nach einer neuen Entscheidung und 4,9% aus anderen Gründen als gegenstandslos abgeschrieben. 1 Angelegenheit hat sich nach einer Einigung erledigt und 4 durch Brief.

4.4 Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete

| Matières <i>Rechtsgebiete</i> | Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i> | Entrées <i>Neueingänge</i> | Total | Liquidé <i>Erledigt</i> | Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i> |
|--|---|-------------------------------|------------|----------------------------|---|
| Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i> | 40 | 147 | 187 | 140 | 47 |
| Santé publique et aide sociale, LAVI <i>Öff. Gesundheit und soz. Hilfe, OHG</i> | 20 | 25 | 45 | 24 | 21 |
| Agriculture <i>Landwirtschaft</i> | 19 | 11 | 30 | 17 | 13 |
| Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i> | 4 | 3 | 7 | 3 | 4 |
| Réclamations c/ frais 148 CPJA <i>Einsprachen g/ Kosten VRG 148</i> | 0 | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Révision - 105ss. CPJA <i>Revision - VRG 105ff.</i> | 2 | 1 | 3 | 2 | 1 |
| Divers <i>Verschiedenes</i> | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 |
| Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i> | 0 | 6 | 6 | 5 | 1 |
| Assistance judiciaire <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i> | 0 | 13 | 13 | 11 | 2 |
| Total | 86 | 208 | 294 | 205 | 89 |

4.5 Mode de liquidation / Erledigungsart

| Admission Gutheissung | Admission partielle Teilweise Gutheissung | Admission et renvoi Guth. u. Rückweisung | Rejet Abweisung | Irrecevabilité Nichteintreten | Retrait Rückzug | Nouvelle décision Neuer Entscheid | Accord Eingung | Rayé autres motifs Abschr. andere Gründe | Lettre Brief | Total |
|--------------------------|--|---|--------------------|----------------------------------|--------------------|--------------------------------------|-------------------|---|-----------------|-------|
| 6 | 3 | 1 | 36 | 48 | 29 | 9 | | 7 | 1 | 140 |
| 4 | | 1 | 9 | 4 | 2 | 2 | 1 | | 1 | 24 |
| | | 1 | 9 | 2 | 2 | 1 | | 1 | 1 | 17 |
| 2 | | 1 | | | | | | | | 3 |
| | | | 1 | | | | | | 1 | 2 |
| 1 | | | | | 1 | | | | | 2 |
| | | | 1 | | | | | | | 1 |
| 1 | | | 2 | | | | | 2 | | 5 |
| 4 | | | 4 | | 2 | 1 | | | | 11 |
| 18 | 3 | 4 | 62 | 54 | 36 | 13 | 1 | 10 | 4 | 205 |

5. COUR FISCALE / STEUERGERICHTSHOF

| 5.1 Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i> | 2007 | 2006 |
|---|------|------|
| a) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i> | 367 | 400 |
| - pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 146 | 163 |
| - nouvelles affaires / <i>neue Angelegenheiten</i> | 221 | 237 |
| b) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i> | 225 | 252 |
| - par arrêt de cour / <i>durch Gerichtshofsentscheid</i> | 91 | 121 |
| - par arrêt présidentiel / <i>durch Präsidialentscheid</i> | 59 | 44 |
| - par décision présidentielle / <i>durch Präsidialverfügung</i> | 73 | 84 |
| - par lettre / <i>durch Brief</i> | 2 | 3 |
| c) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 142 | 148 |

5.2 Recours au Tribunal fédéral / *Beschwerden an das Bundesgericht*

| | | |
|---|---|-----------------|
| a) pendant au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 6 | 4 |
| - r. de droit administratif / <i>Verwaltungsgerichtsbeschwerden</i> | 4 | 4* ¹ |
| - r. de droit public / <i>staatsrechtliche Beschwerden</i> | 2 | 1* ¹ |
| b) recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i> | 3 | 10 |
| - r. de droit administratif / <i>Verwaltungsgerichtsbeschwerden</i> | 1 | 7* ² |
| - r. en matière de droit public / <i>B. in öffentlich-rechtlichen Angelegenheiten</i> | 2 | 1* ² |
| c) jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i> | 8 | 8 |
| - r. de droit administratif / <i>Verwaltungsgerichtsbeschwerden</i> | 5 | 7 |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | 1 | 1 |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | 3 | 6 |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | 1 | - |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | - | - |
| - r. de droit public / <i>staatsrechtliche Beschwerden</i> | 2 | 1 |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | - | - |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | 2 | 1 |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | - | - |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | - | - |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | - | - |

| | | |
|---|---|---|
| - r. en matière de droit public / <i>B. in öffentlich-rechtlichen Angelegenheiten</i> | 1 | - |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | 1 | - |
| d) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 1 | 6 |
| - r. de droit administratif / <i>Verwaltungsgerichtsbeschwerden</i> | - | 5 |
| - r. de droit public / <i>staatsrechtliche Beschwerden</i> | - | 1 |
| - r. en matière de droit public / <i>B. in öffentlich-rechtlichen Angelegenheiten</i> | 1 | - |

*¹ 4 arrêts de la Cour fiscale ont donné lieu à 5 recours au Tribunal fédéral.
4 Entscheide des Steuergerichtshofes gaben Anlass zu fünf Beschwerden ans Bundesgericht.

*² 10 arrêts de la Cour fiscale ont donné lieu à 7 recours de droit administratif et 1 recours de droit public au Tribunal fédéral.
10 Entscheide des Steuergerichtshofes gaben Anlass zu 7 Verwaltungsgerichtsbeschwerden und einer staatsrechtlichen Beschwerde ans Bundesgericht.

5.3 Commentaires / Bemerkungen

Comme l'an dernier, le nombre de nouvelles affaires a légèrement régressé (-6,8%). La liquidation des affaires a également diminué (-10%). Le nombre de dossiers en attente de jugement à la fin de l'exercice a tout de même pu baisser, passant de 148 dossiers en 2006 à 142 à la fin 2007.

Ancienneté des affaires: 22 affaires datent de 2006 et le reste de 2007.

Durée de la procédure: des affaires liquidées en 2007, 32,9% l'ont été dans les 3 mois depuis leur introduction devant le Tribunal, 19,1% entre 3 et 6 mois, 13,3% dans un délai compris entre 6 et 12 mois et 33,8% entre une et 2 années. Pour 0,9% des affaires, la procédure a duré plus de 2 ans.

Mode de liquidation: près de 4% des affaires se sont soldées par une admission, 13,3% par une admission partielle du recours, 2,7% par un renvoi; dans 15,1% des cas, l'autorité intimée a corrigé sa décision et dans 8% des cas, les parties sont parvenues à un accord. 34,7% des affaires liquidées se sont soldées par un rejet, 12% ont été déclarées irrecevables, tandis que 7,5% ont été retirées. Le 2,7% restant a pu être classé pour d'autres motifs

Wie im letzten Jahr hat die Zahl der neu eingereichten Angelegenheiten leicht abgenommen (-6,8%). Die Anzahl der erledigten Fälle hat ebenfalls abgenommen (-10%). Die Zahl der noch hängigen Geschäfte ging dennoch zurück und betrug Ende 2007 noch 142 gegenüber 148 im Jahr 2006.

Hängige Angelegenheiten: 22 Fälle sind seit 2006 und die übrigen seit 2007 hängig.

Verfahrensdauer: Von den 2007 erledigten Angelegenheiten wurden 32,9% innert 3 Monaten seit der Einreichung abgeschlossen, 19,1% erforderten zur Erledigung 3 bis 6, 13,3% 6 bis 12 Monate und 33,8% zwischen einem und 2 Jahren. Für 0,9% der Geschäfte brauchte es mehr als 2 Jahre.

Erledigungsart: fast 4% der Beschwerden wurden vollständig, 13,3% teilweise gutgeheissen, 2,7% wurden zurückgewiesen, in 15,1% der Fälle korrigierte die Vorinstanz ihren Entscheid im Sinne der Beschwerdebegehren durch eine neue Verfügung und 8% der Geschäfte wurden durch Einigung erledigt. 34,7% der erledigten Angelegenheiten wurden abgewiesen, auf 12% wurde nicht eingetreten, 7,5% wurden infolge Rückzugs und 2,7% aus anderen Gründen als gegenstandslos abgeschrieben.

5.4 Matières traitées / *Behandelte Rechtsgebiete*

| Matières <i>Rechtsgebiete</i> | Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i> | Entrées <i>Neueingänge</i> | Total | Liquidé <i>Erledigt</i> | Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i> |
|---|---|-------------------------------|-------|----------------------------|---|
| Personnes physiques <i>Natürliche Personen</i> | 106 | 151 | 257 | 153 | 104 |
| Personnes morales <i>Juristische Personen</i> | 10 | 14 | 24 | 14 | 10 |
| Impôt à la source <i>Quellensteuer</i> | 0 | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i> | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Impôts communaux <i>Gemeindesteuern</i> | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Impôts paroissiaux <i>Pfarreistuern</i> | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- + Grundpfandrechtsabg.</i> | 5 | 6 | 11 | 4 | 7 |
| Imp. spécial imm. sociétés <i>Besondere Besteuer. Immobilien Gesellschaft</i> | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Contribution immobilière <i>Liegenschaftssteuer</i> | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 |
| Montant compensatoire <i>Ausgleichsbetrag</i> | 1 | 2 | 3 | 3 | 0 |
| Impôt sur les véhicules <i>Fahrzeugsteuer</i> | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Taxe d'exemption de l'obligation de servir <i>Wehrpflichtersatz</i> | 3 | 1 | 4 | 3 | 1 |
| <i>Report / Übertrag</i> | 127 | 181 | 308 | 183 | 125 |

5.5 Mode de liquidation / Erledigungsart

| Admission Gutheissung | Admission partielle Teilweise Gutheissung | Admission et renvoi Guth. u. Rückweisung | Rejet Abweisung | Irrecevabilité Nichteintreten | Retrait Rückzug | Nouvelle décision Neuer Entscheid | Accord Einigung | Rayé autres motifs Abschr. andere Gründe | Lettre Brief | Total |
|--------------------------|--|---|--------------------|----------------------------------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|---|-----------------|-------|
| 8 | 20 | 4 | 54 | 15 | 7 | 30 | 13 | 2 | 0 | 153 |
| | 2 | | 8 | 2 | 2 | | | | | 14 |
| | | | | | 2 | | | | | 2 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | 1 | | | 1 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | 2 | 1 | 1 | | | | | | | 4 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | 1 | 1 | | | | | | | 2 |
| | 1 | | 2 | | | | | | | 3 |
| | | | | | | | 1 | | | 1 |
| | | | 1 | | 2 | | | | | 3 |
| 8 | 25 | 6 | 67 | 17 | 13 | 30 | 15 | 2 | 0 | 183 |

5.4 Matières traitées (suite) / Behandelte Rechtsgebiete (Forts.)

| Matières Rechtsgebiete | Pendant au 1.1. Hängig per 1.1. | Entrées Neueingänge | Total | Liquidé Erledigt | Pendant au 31.12. Hängig per 31.12. |
|---|------------------------------------|------------------------|------------|---------------------|--|
| Report / Übertrag | 127 | 181 | 308 | 183 | 125 |
| Taxe de séjour Aufenthaltstaxe | 0 | 14 | 14 | 14 | 0 |
| Contributions causales communales Kommunale Kausalabgaben | 10 | 11 | 21 | 11 | 10 |
| Taxes cantonales de police Kantonale Polizeiabgaben | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Amendes d'ordre Ordnungsbussen | 2 | 2 | 4 | 1 | 3 |
| Emoluments administratifs Verwaltungsgebühren | 3 | 3 | 6 | 6 | 0 |
| Soustraction fiscale et rappel d'impôts Steuerhinterziehung und Nachsteuer | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 |
| Réclamations c/ frais 148 CPJA Einsprachen g/ Kosten VRG 148 | 1 | 3 | 4 | 2 | 2 |
| Recours c/ décisions incidentes Beschwerden g. Zwischenentscheide | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Révision - CPJA 105 ss. Revision VRG 105 ff | 0 | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Divers Verschiedenes | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 |
| Assistance judiciaire Unentgeltliche Rechtspflege | 0 | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Total | 146 | 221 | 367 | 225 | 142 |

5.5 Mode de liquidation (suite) / *Erledigungsart* (Fortsetzung)

5.6

| Admission Gutheissung | Admission partielle Teilweise Gutheissung | Admission et renvoi Guth. u. Rückweisung | Rejet Abweisung | Irrecevabilité Nichteintreten | Retrait Rückzug | Nouvelle décision Neuer Entscheid | Accord Einigung | Rayé autres motifs Abschr. andere Gründe | Lettre Brief | Total |
|--------------------------|--|---|--------------------|----------------------------------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|---|-----------------|-------|
| 8 | 25 | 6 | 67 | 17 | 13 | 30 | 15 | 2 | 0 | 183 |
| | | | | 6 | 1 | 3 | 3 | 1 | | 14 |
| | 2 | | 5 | 2 | 2 | | | | | 11 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | 1 | | | | 1 |
| | 1 | | 1 | 2 | 1 | | | 1 | | 6 |
| | 2 | | | | | | | | | 2 |
| | | | 2 | | | | | | | 2 |
| | | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | | | | | | | | 2 | 2 |
| | | | 1 | | | | | | | 1 |
| 1 | | | 1 | | | | | | | 2 |
| 9 | 30 | 6 | 78 | 27 | 17 | 34 | 18 | 4 | 2 | 225 |

6. COUR DES ASSURANCES SOCIALES SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF

| 6.1 Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i> | 2007 | 2006 |
|---|------|------|
| a) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i> | 898 | 702 |
| - pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 358 | 314 |
| - nouvelles affaires / <i>neue Angelegenheiten</i> | 540 | 388 |
| b) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i> | 297 | 347 |
| - par arrêt de cour / <i>durch Gerichtshofsentscheid</i> | 192 | 170 |
| - par arrêt présidentiel / <i>durch Präsidialentscheid</i> | 32 | 19 |
| - par décision présidentielle / <i>durch Präsidialverfügung</i> | 65 | 155 |
| - par lettre / <i>durch Brief</i> | 8 | 3 |
| c) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 601 | 355 |

6.2 Recours au Tribunal fédéral / *Beschwerden an das Bundesgericht*

| | | |
|--|----|-----|
| a) pendant au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 47 | 97 |
| b) recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i> | 37 | 52 |
| c) jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i> | 49 | 101 |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | 7 | 9 |
| - admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i> | 1 | 6 |
| - admission et renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i> | 6 | 12 |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | 28 | 32 |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | 5 | 7 |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | 2 | 35 |
| d) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 35 | 48 |

6.3 Commentaires / Bemerkungen

Si l'importante hausse de nouvelles affaires (540; 2006: 388) doit être relativisée par rapport au nouveau mode d'enregistrement des recours (8 mesures provisionnelles et 96 assistances judiciaires), elle s'explique toutefois également par l'augmentation (+25%) toujours croissante des dossiers d'assurance-invalidité.

La liquidation des dossiers a légèrement baissé (-14%) de sorte que le nombre d'affaires pendantes à la fin de l'exercice s'élève désormais à 601 dossiers alors qu'en 2006 il se montait à 355. Cette baisse de liquidations s'explique notamment par la liquidation, par décisions présidentielles, d'un certain contentieux d'assurance-maladie dont la Cour avait été saisi en masse en 2005.

Ancienneté des affaires: au 31 décembre 2007, 2 affaires dataient encore de 2000 (suspendues toutes deux), 4 de 2004, 10 de 2005 et le reste de 2006 et 2007.

Une des affaires de 2000 était en attente du jugement pénal. Celui-ci ayant été rendu au mois de février 2008, l'instruction devrait dès lors reprendre prochainement. La deuxième affaire de 2000 est toujours suspendue dans l'attente d'une décision de Service cantonal des contributions bernois.

Durée de la procédure: des affaires liquidées en 2007, 41% l'ont été dans les 3 mois depuis leur introduction, 11,8% entre 3 et 6, 18,5% entre 6 et 12 mois et 25,3% entre une et 2 années. Pour 3,4% des affaires, la décision a été rendue après plus de 2 ans.

Mode de liquidation: 25% des recourants ont eu gain de cause (20,3% totalement, 0,7% partiellement et 4% partiellement avec renvoi), 38,7% ont succombé, 11,8% des recours ont été déclarés irrecevables, 7,4% ont été retirés et 6% ont été classés pour d'autres motifs. Dans 11,1% des cas, l'autorité a corrigé sa décision.

Auch wenn die hohe Zunahme der neu eingereichten Angelegenheiten (540; 2006: 388) wegen des neuen Registrierungsverfahrens (8 provisorische Massnahmen, 96 Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege) relativiert werden muss, so erklärt sie sich dennoch auch aufgrund einer weiter wachsenden Zunahme (+25%) der Dossiers im Bereich der Invalidenversicherung.

Die Erledigung von Fällen ist leicht zurückgegangen (-14%), so dass die noch hängigen Geschäfte sich nun auf 601 belaufen gegenüber 355 im Jahr 2006. Der Rückgang der Erledigungen erklärt sich namentlich durch die Erledigungen mittels Präsidialentscheid in einem bestimmten Bereich

der Krankenversicherung, in welchem im Jahr 2005 eine grosse Anzahl von Dossiers beim Sozialversicherungsgerichtshof eingereicht wurde.

Hängige Angelegenheiten: 2 Fälle sind seit 2000 (beide suspendiert), 4 seit 2004, 10 seit 2005 und die übrigen Fälle seit 2006 und 2007 hängig.

Bei einer Angelegenheit von 2000 musste auf das Strafurteil gewartet werden. Inzwischen ist dieses gefallen und die Instruktion wird in Kürze wieder aufgenommen. In der zweiten Angelegenheit von 2000 wird immer noch auf den Entscheid der bernischen Steuerverwaltung gewartet.

Verfahrensdauer: Von den erledigten Angelegenheiten im Jahre 2007 wurden 41% innert 3 Monaten abgeschlossen, 11,8% erforderten zur Erledigung 3 bis 6, 18,5% 6 bis 12 Monate und 25,3% 1 bis 2 Jahre. In 3,4% der Fälle wurden die Angelegenheiten nach mehr als 2 Jahren erledigt.

Erledigungsart: 25% der Beschwerden wurden gutgeheissen (20,3% vollständig, 0,7% teilweise, 4% teilweise mit Rückweisung). 38,7% der Beschwerdeführer unterlagen, auf 11,8% der Beschwerden wurde nicht eingetreten, 7,4% wurden zurückgezogen und 6% aus anderen Gründen abgeschrieben. In 11,1% der Fälle hat die Behörde ihre Verfügung korrigiert.

6.4 Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete

| Matières Rechtsgebiete | Pendant au 1.1. Hängig per 1.1. | Entrées Neueingänge | Total | Liquidé Erledigt | Pendant au 31.12. Hängig per 31.12. |
|---|------------------------------------|------------------------|------------|---------------------|--|
| Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i> | 24 | 16 | 40 | 9 | 31 |
| Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i> | 177 | 250 | 427 | 106 | 321 |
| Prestations complémentaires AVS/AI <i>Ergänzungsleistungen AHV/IV</i> | 6 | 4 | 10 | 6 | 4 |
| Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i> | 30 | 38 | 68 | 35 | 33 |
| Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i> | 49 | 47 | 96 | 23 | 73 |
| Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i> | 38 | 49 | 87 | 28 | 59 |
| Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i> | 27 | 24 | 51 | 18 | 33 |
| Assurance militaire <i>Militärversicherung</i> | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 |
| Allocations pour perte de gain <i>Erwerbsersatz</i> | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 |
| Allocations familiales cantonales <i>Kantonale Familienzulagen</i> | 4 | 4 | 8 | 2 | 6 |
| Allocations familiales agricoles <i>Landwirtschaftliche Familienzulagen</i> | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| Aide financière assurance-maladie <i>Finanzielle Unterstützung KV</i> | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Recours c/ décisions incidentes <i>Beschwerden g. Zwischenentscheide</i> | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Divers <i>Verschiedenes</i> | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i> | 0 | 8 | 8 | 4 | 4 |
| Assistance judiciaire <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i> | 0 | 96 | 96 | 63 | 33 |
| Total | 358 | 540 | 898 | 297 | 601 |

6.5 Mode de liquidation / Erledigungsart

| Admission Guttheissung | Admission partielle Teilweise Guttheissung | Admission et renvoi Guth. u. Rückweisung | Rejet Abweisung | Irrecevabilité Nichteintreten | Retrait Rückzug | Nouvelle décision Neuer Entscheid | Accord Einigung | Rayé autres motifs Abschr. andere Gründe | Lettre Brief | Total |
|---------------------------|---|---|--------------------|----------------------------------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|---|-----------------|------------|
| 1 | | | 6 | | | 2 | | | | 9 |
| 2 | | 9 | 40 | 20 | 9 | 16 | | 4 | 6 | 106 |
| | | | 4 | | 1 | | | 1 | | 6 |
| 3 | 1 | 1 | 10 | 3 | 8 | 8 | | 1 | | 35 |
| 2 | | | 13 | 4 | 2 | 1 | | | 1 | 23 |
| 2 | 1 | 1 | 11 | 8 | | 4 | | 1 | | 28 |
| 6 | | | 7 | | 1 | 1 | 1 | 2 | | 18 |
| | | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | 1 | | | | | | | | 1 |
| | | | 2 | | | | | | | 2 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| 1 | | | | | | | | | | 1 |
| | | | 4 | | | | | | | 4 |
| 43 | | | 17 | | 1 | 1 | | | 1 | 63 |
| 60 | 2 | 12 | 115 | 35 | 22 | 33 | 1 | 9 | 8 | 297 |

7. AUTORITE JUDICIAIRE POUR LES MESURES DE CONTRAINTE *RICHTERLICHE BEHOERDE FUER ZWANGSMASSNAHMEN*

| 7.1 Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i> | 2007 | 2006 |
|---|-------------|-------------|
| a) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i> | 101 | 61 |
| - pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 0 | 1 |
| - nouvelles affaires / <i>neue Angelegenheiten</i> | 101 | 60 |
| b) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i> | 101 | 61 |
| - par arrêt de cour / <i>durch Gerichtshofsentscheid</i> | - | - |
| - par arrêt présidentiel / <i>durch Präsidialentscheid</i> | 100 | 59 |
| - par décision présidentielle / <i>durch Präsidialverfügung</i> | 1 | 2 |
| - par lettre / <i>durch Brief</i> | - | - |
| c) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 0 | 0 |

7.2 Recours au Tribunal fédéral / *Beschwerden an das Bundesgericht*

| | | |
|--|---|---|
| a) pendant au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 0 | 1 |
| b) recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i> | 1 | 1 |
| c) jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i> | 1 | 2 |
| - par arrêt de cour / <i>durch Gerichtshofsentscheid</i> | 1 | 1 |
| - par arrêt présidentiel / <i>durch Präsidialentscheid</i> | - | - |
| - par décision présidentielle / <i>durch Präsidialverfügung</i> | - | 1 |
| - par lettre / <i>durch Brief</i> | - | - |
| d) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 0 | 0 |

7.3 Commentaires / Bemerkungen

Le nombre d'affaires introduites en 2007 (101 causes) a fortement augmenté par rapport à l'exercice 2006 (+68%). Les causes liquidées ont été aussi nombreuses que les causes enregistrées. Aucun dossier n'était dès lors encore pendant au 31 décembre 2007. L'augmentation du nombre des affaires s'explique en partie par les nouvelles possibilités de mise en détention prévues par la loi depuis le 1^{er} janvier 2007. En particulier, la procédure de renonciation à la procédure orale, qui introduit une plus grande flexibilité pour l'autorité administrative, n'existait pas précédemment.

Ancienneté des affaires: aucune.

Durée de la procédure: toutes les affaires liquidées l'ont été dans les 3 mois depuis leur introduction devant le Tribunal.

Mode de liquidation: dans les domaines de la détention en vue du refoulement et de la détention en phase préparatoire, aucun détenu n'a été libéré par l'autorité judiciaire (48 décisions ont été confirmées); dans celui de la prolongation de la détention, l'autorité requérante a obtenu 4 fois gain de cause sur 4 demandes; dans le domaine des ordres de fouille et des perquisitions, cette même autorité a vu ses requêtes admises dans 7 cas sur 9 (1 rejet et 1 rayé du rôle pour d'autres motifs). La totalité (36) des demandes de renonciation à la procédure orale ont été admises.

Die im Berichtsjahr neu eingereichten Angelegenheiten (101 Fälle) haben im Vergleich zum Vorjahr stark zugenommen (+68%). Die Anzahl der erledigten Fälle entspricht den Neueinträgen. Per 31. Dezember 2007 war kein Fall mehr hängig. Die Zunahme erklärt sich zum Teil aus der neuen seit dem 1. Januar 2007 im Gesetz vorgesehen Möglichkeit des Freiheitsentzugs. Namentlich der mögliche Verzicht auf das mündliche Verfahren, der bis anhin nicht vorgesehen war, gibt der Verwaltungsbehörde eine grössere Flexibilität.

Hängige Angelegenheiten: keine

Verfahrensdauer: Alle im Berichtsjahr erledigten Angelegenheiten wurden innert 3 Monaten seit ihrer Einreichung abgeschlossen.

Erledigungsart: Im Bereich der Ausschaffungs- und Vorbereitungshaft wurde kein Betroffener durch die Justizbehörde aus der Haft entlassen (48 Entscheide wurden bestätigt), im Bereich der Haftverlängerung obsiegte die antragstellende Behörde in 4 von 4 Fällen, im Bereich der Anordnung von Durchsuchungen und Beschlagnahmungen obsiegte die

antragstellende Behörde in 7 von 9 Fällen (1 Abweisung und 1 aus anderen Gründen abgeschrieben). Alle Gesuche um Verzicht auf die mündliche Verhandlung wurden angenommen.

7.4 Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete

| Matières <i>Rechtsgebiete</i> | Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i> | Entrées <i>Neueingänge</i> | Total | Liquidé <i>Erledigt</i> | Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i> |
|--|---|-------------------------------|------------|----------------------------|---|
| Détention en vue du refoulement <i>Ausschaffungshaft</i> | 0 | 39 | 39 | 39 | 0 |
| Demande de levée de la détention <i>Haftentlassungsgesuch</i> | 0 | 4 | 4 | 4 | 0 |
| Prolongation de la détention <i>Haftverlängerung</i> | 0 | 4 | 4 | 4 | 0 |
| Détention en phase préparatoire <i>Vorbereitungshaft</i> | 0 | 9 | 9 | 9 | 0 |
| Ordre de fouille de biens, perquisition <i>Anordnung der Durchsuchung</i> | 0 | 9 | 9 | 9 | 0 |
| Renonciation à la procédure orale <i>Verzicht auf die mündliche Verhandlung</i> | 0 | 36 | 36 | 36 | 0 |
| Total | 0 | 101 | 101 | 101 | 0 |

7.5 Mode de liquidation / Erledigungsart

| Admission <i>Gutheissung</i> | Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i> | Admission et renvoi <i>Guth. u. Rückweisung</i> | Rejet <i>Abweisung</i> | Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i> | Retrait <i>Rückzug</i> | Nouvelle décision <i>Neuer Entscheid</i> | Accord <i>Einigung</i> | Rayé autres motifs <i>Abschr. andere Gründe</i> | Lettre <i>Brief</i> | Total |
|---------------------------------|---|--|---------------------------|---|---------------------------|---|---------------------------|--|------------------------|--------------|
| 39 | | | | | | | | | | 39 |
| | | | 4 | | | | | | | 4 |
| 4 | | | | | | | | | | 4 |
| 9 | | | | | | | | | | 9 |
| 7 | | | 1 | | | | | 1 | | 9 |
| 36 | | | | | | | | | | 36 |
| 95 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 101 |

**B. AUTRES AUTORITES
DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE**
*ANDERE BEHÖRDEN
DER VERWALTUNGSJUSTIZ*

**I. COMMISSION DE RECOURS DE L'UNIVERSITE
REKURSKOMMISSION DER UNIVERSITÄT**

| 1. Statistique générale / Allgemeine Statistik | 2007 | 2006 |
|--|-------------|-------------|
| a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 7 | 7 |
| b) affaires introduites <i>eingereichte Angelegenheiten</i> | 11 | 14 |
| c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i> | 16 | 14 |
| - décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheid</i> | 16 | 10 |
| - prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i> | - | 4 |
| d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i> | 2 | 7 |
| 2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten | | |
| a) matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i> | | |
| - examens et travaux écrits / <i>Examen und schriftliche Arbeiten</i> | 5 | 3 |
| - admission aux études et changement d'études / <i>Zulassung zum Studium und Studienwechsel</i> | 9 | 7 |
| - admission aux études de médecine humaine / <i>Zulassung zum Studium der Humanmedizin</i> | 2 | 1 |
| - Octroi de la mention latine / <i>Verleihung des lateinischen Prädikats</i> | - | 1 |
| - Ordre du jour d'une séance du Conseil de la Faculté, adoption d'articles de règlement / <i>Tagesordnung des Fakultätsrats, Beschluss über die Annahme von Reglementsbestimmungen</i> | - | 1 |
| - Refus de thèse de doctorat / <i>Verweigerung der Annahme einer Doktoratsarbeit</i> | - | 1 |
| b) sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i> | | |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | 1 | - |
| - | | |

| | | |
|--|----|---|
| - rejet / <i>Abweisung</i> | 13 | 8 |
| - rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i> | - | 1 |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | - | 4 |
| - sans objet, retrait / <i>gegenstandslos, Rückzug</i> | - | 1 |
| - transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i> | 2 | - |

3. Recours au Tribunal administratif 2007 2006 *Beschwerden an das Verwaltungsgericht*

| | | |
|--|---|---|
| a) pendant au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 0 | 0 |
| b) recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i> | 2 | 1 |
| c) jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i> | 1 | 1 |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | 1 | 1 |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | - | - |
| - transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i> | - | - |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | - | - |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | - | - |
| d) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 1 | 0 |

4. Organisation interne / *Interne Organisation*

Président/*Präsident*: Reinold Raemy (deutsche Fälle)
Vice-président/*Vizepräsident*: Hubert Bugnon (affaires en français)

Ont tous deux démissionné pour la fin de l'année 2007. / *Sie haben auf Ende 2007 demissionniert.*

Professeurs/*Professoren*: Marco Borghi, assesseur / *Beisitzer*
Walter Leimgruber, assesseur / *Beisitzer*
Barbara Hallensleben, suppléante/
Ersatzbeisitzerin
Maurizio Vanetti, suppléant/ *Ersatzbeisitzer*

Etudiants/*Studierende*: Stéphanie Murenzi, assessseure/ *Beisitzerin*
Isabelle Käppeli, assessseure/ *Beisitzerin*
Daniel Urech, assesseur/ *Ersatzbeisitzer*
Patrick Rey, suppléant/ *Ersatzbeisitzer*

Collaborateurs scientifiques/

Wissenschaftl. Mitarbeiter: Yvonne Wampfler, assessseure/ *Beisitzerin*
(a démissionné durant l'année/ hat in der
Zwischenzeit demissioniert)
Cyrill Rieder, assessseur / *Beisitzer*
Nils Kapferer, suppléant/ *Ersatzbeisitzer*
Wossenyeleh Aregay, suppléant/
Ersatzbeisitzer

Secrétaires/Sekretärinnen: Madeleine Henninger (deutsche Fälle)
Violaine Monnerat-Demierre (affaires en
français)

Ont toutes deux démissionné pour la fin de l'année 2007. / *Sie haben auf Ende 2007 demissionniert.*

5. Commentaire / Kommentar

Après que la Commission de recours a de nouveau été "au complet" - ce qui durant une longue période ne fut pas le cas - plusieurs démissions sont intervenues. En effet, le président, M. Reinold Raemy, le président suppléant, M. Hubert Bugnon, Mme Yvonne Wampfler, avocate, représentante des collaborateurs et collaboratrices scientifiques, Mme Violaine Monnerat, juriste, secrétaire responsable des cas de langue française ainsi que Mme Madeleine Henninger, avocate, secrétaire responsable des cas de langue allemande et du secrétariat de la Commission, ont donné leur démission. Afin que jusqu'à la nomination de nouveaux président/es et secrétaires - les affaires ne prennent pas trop de retard, Mme Henninger s'est déclarée prête à assurer l'intérim pour ce qui est des travaux de secrétariat les plus importants.

Nachdem die Rekurskommission nach langer Zeit wieder vollständig besetzt war, sind im Laufe des letzten Trimesters im Jahr 2007 mehrere Demissionen eingereicht worden. In der Tat haben der Präsident, Dr. Reinold Raemy, der Vizepräsident, Dr. Hubert Bugnon, Rechtsanwältin, Yvonne Wampfler, Vertreterin der wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die für die französische Fälle zuständige Sekretärin, lic. iur. Violaine Monnerat, sowie die für deutsche Fälle und für die Führung des Sekretariats zuständige Unterzeichnete, Rechtsanwältin Madeleine

Henninger, ihre Kündigung eingereicht. Damit die Angelegenheiten bis zur Ernennung neuer Präsidentinnen oder Präsidenten und Sekretärinnen oder Sekretären nicht allzu sehr in Rückstand geraten, hat Madeleine Henninger sich bereit erklärt, die wichtigsten laufenden Geschäfte in der Zwischenzeit vorläufig weiterzuführen.

II. COMMISSION DE RECOURS EN MATIERE D'AMELIORATIONS FONCIERES

REKURSKOMMISSION FÜR BODENVERBESSERUNGEN

| 1. Statistique générale / Allgemeine Statistik | 2007 | 2006 |
|---|-------------|-------------|
| a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 0 | 0 |
| b) affaires introduites <i>eingereichte Angelegenheiten</i> | 6 | 4 |
| c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i> | 6 | 4 |
| - décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheid</i> | 6 | 4 |
| - prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i> | - | - |
| d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i> | 0 | 0 |
| 2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten | | |
| a) matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i> | | |
| - améliorations foncières agricoles / <i>landwirtschaftliche Bodenverbesserungen</i> | 6 | 4 |
| - remaniements parcellaires / <i>Baulandumlegungen</i> | - | - |
| - remaniement parcellaire forestier / <i>Waldzusammenlegung</i> | - | - |
| b) sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i> | | |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | - | - |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | 1 | 2 |
| - irrecevabilité / <i>Unzulässigkeit</i> | - | - |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | 5 | 2 |
| 3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht | | |
| - recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i> | 0 | 0 |

4. Organisation interne / Interne Organisation

| | |
|---------------------------------------|---|
| Président/ <i>Präsident:</i> | Bernard Berset |
| Vice-président/ <i>Vizepräsident:</i> | Theo Studer |
| Assesseurs/ <i>Beisitzer:</i> | Jacques Agustoni Daniel Baeriswyl Felix Bärtschi Anton Brülhart Jacques Deschenaux Michel Ducrest René Hirsiger Joseph Rhême |
| Secrétaires/ <i>Sekretäre:</i> | Jacques Menoud Philippe Haymoz, suppléant Céline Fragnière, suppléante |

5. Commentaire / Kommentar

Comme par le passé, la Commission siège en deux chambres séparées suivant la langue de la procédure. Selon la langue de celle-ci, la Chambre est présidée par M. Bernard Berset, pour la langue française, et par M. Théo Studer, pour la langue allemande. Le secrétariat est dédoublé suivant le même principe.

Die Rekurskommission tagt in zwei verschiedenen Kammern, je nach der Prozesssprache. Je nach Prozesssprache wird die Kommission vom Präsidenten, Herrn Bernard Berset, oder vom Vizepräsidenten, Herrn Théo Studer, präsiert. Die Kommission verfügt über zwei Sekretariate, je eines für die beiden Sprachgruppen.

III. COMMISSION DE RECOURS EN MATIERE DE NOUVELLES MENSURATIONS PARCELLAIRES

REKURSKOMMISSION FÜR NEUE PARZELLARVERMESSUNGEN

| 1. Statistique générale / Allgemeine Statistik | 2007 | 2006 |
|--|-------------|-------------|
| a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 4 | 3 |
| b) affaires introduites <i>eingereichte Angelegenheiten</i> | 1 | 1 |
| c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i> | 0 | 0 |
| - décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheid</i> | | - |
| - prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i> | | - |
| d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i> | 5 | 4 |
| 2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten | | |
| a) matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i> | | |
| - répartition des frais et révision d'une limite / <i>Kostenverteilung und Grenzkorrektur</i> | - | - |
| - droit réel / <i>dingliches Recht</i> | - | - |
| b) sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i> | - | - |
| - décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheid</i> | - | - |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | - | - |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | - | - |
| 3. Recours au Tribunal fédéral | | |
| Beschwerden an das Bundesgericht | 2007 | 2006 |
| a) pendant au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 0 | 1 |
| b) recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i> | 0 | 0 |
| c) jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i> | 0 | 0 |
| d) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 0 | 0 |

4. Organisation interne / *Interne Organisation*

| | |
|--------------------------------|--|
| Président/ <i>Präsident:</i> | Daniel Schneuwly |
| Vice-présidente: | Danièle Mooser |
| Assesseurs/ <i>Beisitzer:</i> | Yvan Chassot Marguerite Giner Daniel Kaeser René Sonney Dieter Stauffacher Giacinto Zucchinetti |
| Secrétaires/ <i>Sekretäre:</i> | Philippe Uldry Philippe Haymoz, suppléant |

5. Commentaire / *Kommentar*

Comme les dernières années, le nombre de nouvelles affaires est peu important, ce qui est un signe de la qualité du travail des géomètres officiels.

Wie in den vorausgegangenen Jahren, ist die Zahl der neuen Angelegenheiten gering, was ein Zeichen für die gute Qualität der Arbeit der amtlichen Geometer ist.

IV. COMMISSION D'EXPROPRIATION ENTEIGNUNGSKOMMISSION

| | 2007 | 2006 |
|---|-----------------|-----------------|
| 1. Statistique générale / Allgemeine Statistik | | |
| a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 14 | 15 |
| b) affaires introduites <i>eingereichte Angelegenheiten</i> | 2 | 7 |
| c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i> | 6 | 8 |
| - décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheid</i> | 2 | 1 |
| - prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i> | 1 | 1 |
| - par un autre moyen (conciliation) / <i>auf andere Weise (Vergleich)</i> | 3 | 6 |
| d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i> | 10 | 14 |
| 2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten | | |
| a) matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i> | | |
| - expropriation formelle / <i>formelle Enteignung</i> | 1 | 1 |
| - expropriation matérielle / <i>materielle Enteignung</i> | 1 | 1 |
| - autres procédures / <i>andere Verfahren</i> | - | 5 |
| - procédure d'estimation (art. 166 ss LATeC) / <i>Schätzungsverfahren (Art. 166 ff RPBG)</i> | - | 1 |
| b) sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i> | | |
| - décision suite à procédure d'estimation ordinaire / <i>Entscheid nach ordentlichem Schätzungsverfahren</i> | 1 | 3 |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | 1 | 1 |
| - accord, conciliation / <i>Einigung</i> | 3 | 2 |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | | - |
| - classement / <i>Abschreiben</i> | 1 | 2 |
| 3. Recours au Tribunal administratif Beschwerden an das Verwaltungsgericht | 2007 | 2006 |
| a) pendant au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 1 | 2 |

| | | |
|---|---|---|
| b) recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i> | 1 | 1 |
| c) jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i> | 1 | 2 |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | | - |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | | - |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | 1 | 2 |
| d) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 1 | 1 |

En 2007, la Commission d'expropriation a rendu deux décisions sur le fond. Si la première a fait l'objet d'un recours actuellement pendant devant le Tribunal administratif, la seconde est devenue exécutoire.

Trois procédures d'expropriation se sont terminées par un accord entre parties valant décision, ensuite d'une conciliation tentée avec succès par le Président de la Commission.

Enfin, une procédure d'expropriation s'est terminée ensuite du renoncement de la collectivité publique à poursuivre la procédure d'expropriation.

L'objet de la procédure d'expropriation formelle portait sur le montant de l'indemnité pour l'expropriation du terrain nécessaire à la création d'une nouvelle route de desserte prévue au plan directeur depuis 1992 mais qui ne figurait pas au plan d'affectation des routes communales. La collectivité publique voulait se référer à la valeur vénale du terrain en 1992 alors que la mise à l'enquête de l'ouvrage ne s'est effectuée qu'en 2006; elle refusait également de prendre en compte la diminution de la valeur vénale de la parcelle restant du fait qu'environ 1000 m² devenaient absolument inconstructibles. La Commission a donné raison à l'exproprié.

La Commission d'expropriation avait à trancher de l'existence ou non d'un cas d'expropriation matérielle du fait de l'impossibilité pour la collectivité publique de pouvoir continuer à exploiter une gravière en raison de la construction des puits de captage sur le fonds qu'elle exploitait, expropriation matérielle refusée en l'espèce mais contestée par la collectivité publique devant le Tribunal administratif.

Die Enteignungskommission hat 2007 zwei Urteile gefällt. Gegen das erste Urteil ist zur Zeit ein Beschwerdeverfahren beim Kantonsgericht hängig, das zweite Urteil ist in Rechtskraft erwachsen.

In drei Fällen konnte der Präsident der Enteignungskommission die Vergleichsverhandlungen erfolgreich zu Ende führen und die zwischen den Parteien getroffen Vereinbarungen sind einem Urteil gleichgestellt.

Ein Verfahren konnte aufgrund des Rückzuges des Enteignungsgesuches durch das Gemeinwesen abgeschrieben werden.

Bei dem Verfahren der formellen Enteignung ging es um die Höhe der Entschädigung für die Enteignung des Terrains, welches für die Schaffung einer neuen Verbindungsstrasse benötigt wird, die seit 1992 im Richtplan vorgesehen ist, nicht aber im kommunalen Strassenrichtplan. Das Gemeinwesen berief sich auf den Verkehrswert des Terrains im Jahre 1992, obschon die öffentliche Auflage erst 2006 erfolgte. Es weigerte sich auch, den Minderwert der verbleibenden Parzelle zu berücksichtigen, der dadurch entsteht, dass rund 1000 m² überhaupt nicht mehr bebaut werden können. Die Kommission gab dem Enteigneten Recht.

Die Enteignungskommission musste drüber befinden, ob dort, wo ein Gemeinwesen die Kiesausbeutung aufgrund des Baus von Quelfassungen einstellen musste, ein Fall von materieller Enteignung vorlag oder nicht. Sie verneinte dies und das Gemeinwesen reichte gegen diesen Entscheid Beschwerde beim Verwaltungsgericht ein.

4. Organisation interne / Interne Organisation

| | |
|------------------------|--|
| Président/Präsident: | José Kaelin |
| Vice-président(e)s: | Danielle Julmy Bernard Loup |
| Assesseeurs/Beisitzer: | Bosson Yves Cantin Gérald Ducrest Michel Hostettler Jean-Daniel Pisani Armand Progin Jean-Marie Schneider Noël Marius Schneuwly Sonney René Stauffacher Dietrich Stéphan Jacques Suard Claude Verdon Jean-Claude Zwick Pierre |
| Secrétaires/Sekretäre: | Schafer Ingo Schneuwly-Karth Marie-Laure |

5. Commentaire / Kommentar

Sur les dix dossiers actuellement pendants huit ont pour objet des procédures d'expropriation formelle, alors qu'un seul a trait à une demande d'expropriation matérielle. Le dernier dossier pendant porte sur une demande de fixation d'indemnité par la Commission en application de la LATeC.

Deux procédures d'expropriation formelle adressées en 2006 à la DAEC sont toujours en examen auprès de ce service qui doit statuer sur l'intérêt public prépondérant de l'ouvrage envisagé tandis que deux autres procédures sont suspendues, l'une à la demande des parties, l'autre ensuite d'une décision du Président de la Commission.

Le nombre de cas soumis à la Commission d'expropriation n'est pas en augmentation, les collectivités publiques semblant enclines à trouver une solution négociée et à reconnaître les prétentions des expropriés dans la mesure où elles sont justifiées.

Depuis deux ans, il est demandé en vain un réajustement des indemnités des membres de la Commission qui inchangées depuis 1992.

Von den zur Zeit zehn hängigen Verfahren betreffen deren acht Verfahren um formelle Enteignung und nur ein einziges hat ein Gesuch um materielle Enteignung zum Inhalt. Das Letzte betrifft ein Gesuch um Festsetzung der Entschädigung durch die Kommission in Anwendung des RPBG.

Zwei im Jahre 2006 an die BUBD weitergeleitete Verfahren um formelle Enteignung befinden sich nach wie vor dort zwecks Entscheides betreffend des überwiegenden öffentlichen Interesses an den Bauvorhaben. Zwei weitere Verfahren wurden suspendiert, wovon das eine auf Antrag der Parteien und das andere auf Entscheid des Präsidenten der Kommission hin.

Es ist keine Zunahme der Fälle zu verzeichnen, welche der Enteignungskommission unterbreitet werden, denn die Gemeinwesen zeigen sich bereit, einen Vergleich anzustreben und die Forderungen der Enteigneten, soweit gerechtfertigt, anzuerkennen.

Seit zwei Jahren wird vergeblich versucht, eine Anpassung der seit 1992 unverändert gebliebenen Entschädigung der Kommissionsmitglieder zu erwirken.

C. TRIBUNAL ARBITRAL EN MATIERE D'ASSURANCE-MALADIE ET ACCIDENTS

SCHIEDSGERICHT IN SACHEN KRANKEN- UND UNFALLVERSICHERUNG

1.1 Statistique générale / *Allgemeine Statistik* 2007 2006

| | | |
|---|---|---|
| a) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i> | 3 | 3 |
| - pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 1 | 2 |
| - nouvelles affaires / <i>neue Angelegenheiten</i> | 2 | 1 |
| b) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i> | 0 | 2 |
| - par arrêt de cour / <i>durch Gerichtshofsentscheid</i> | - | 1 |
| - par décision présidentielle / <i>durch Präsidialverfügung</i> | - | - |
| - par arrêt présidentiel / <i>durch Präsidialentscheid</i> | - | 1 |
| c) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 3 | 1 |

1.2 Recours au Tribunal fédéral / *Beschwerden an das Bundesgericht*

| | | |
|--|---|---|
| a) pendant au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängig</i> | 0 | 0 |
| b) recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i> | 1 | 1 |
| c) jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i> | 1 | 1 |
| d) pendant au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i> | 0 | 0 |

1.3 Mode de liquidation / Erledigungsart

| | 2007 | 2006 |
|--|------|------|
| a) assurance-maladie / <i>Krankenversicherung</i> | 0 | 2 |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | - | 1 |
| - admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i> | - | - |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | - | - |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | - | 1 |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | - | - |
| - nouvelle décision / <i>Neuer Entscheid</i> | - | - |
| - accord / <i>Einigung</i> | - | - |
| b) assurance-accidents / <i>Unfallversicherung</i> | 0 | 0 |
| - admission / <i>Gutheissung</i> | - | - |
| - admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i> | - | - |
| - rejet / <i>Abweisung</i> | - | - |
| - irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i> | - | - |
| - retrait / <i>Rückzug</i> | - | - |
| - nouvelle décision / <i>Neuer Entscheid</i> | - | - |
| - accord / <i>Einigung</i> | - | - |

1.4. Organisation interne / Interne Organisation

| | |
|------------------------------------|---|
| Président/ <i>Präsident:</i> | Joseph Hayoz |
| Greffiers/ <i>Gerichtschreiber</i> | Sandrine Boillat, Bernhard Schaaf, Arthur Lehmann (a démissionné durant l'année / hat in der Zwischenzeit demissioniert) |

1.5 Commentaires / Bemerkungen

Trois affaires étaient encore pendantes devant le Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents au 31 décembre 2007. Deux affaires sont suspendues jusqu'au règlement des procédures devant la Commission paritaire cantonale. Deux décisions incidentes ont été notifiées dans les procédures introduites en 2004 contre lesquelles des recours ont été interjetés auprès du Tribunal fédéral.

Vor dem Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung waren auf den 31. Dezember 2007 drei Fälle hängig. Zwei Angelegenheiten sind bis zur Erledigung der Verfahren vor der kantonalen paritätischen Kommission ausgesetzt. In dem im Jahre 2004 hängig gemachten Verfahren sind zwei Zwischenentscheide ergangen; gegen beide wurde Beschwerde beim Bundesgericht erhoben.